



Commission
des droits de la personne
et des droits de la jeunesse

Québec

A11D76
E88
2007/08
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2007-2008

COMMISSION DES DROITS DE
LA PERSONNE ET DES DROITS
DE LA JEUNESSE

JUIN 2007

360, rue Saint-Jacques, 2^e étage, Montréal (Québec) H2Y 1P5
Téléphone : (514) 873-5146 • 1 800 361-6477 Télécopieur : (514) 873-2373
Téléscripteur : (514) 873-2648 Web : www.cdpedj.qc.ca

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TABLE DES MATIÈRES

- 1 - Renseignements généraux**
- Liste des membres de la CDPDJ.....Page 1
 - Liste des bureaux de la CDPDJ.....Page 2
 - Mission et responsabilités.....Page 3
- 2- Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle adressée à tous les ministères et organismes gouvernementaux**
- Organigramme du ministère de la Justice.....Page 9
 - Organigramme de la Commission.....Page 10
 - Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle.....Page 11 à 51
 - Demande de renseignements généraux de la 2^e Opposition officielle..... Pages 20, 25 et 27
- 3- Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle**
- Questions P3, P9 et P11.....Page 53 à 63
 - P81 et P86 (Statistiques enquêtes).....Page 64 à 67
 - P83 et P89 (Délai de traitement des plaintes).....Page 68 à 77
 - P82 (Recommandations et/ou avis – Charte).....Page 78 à 81
 - P84 (Programme d'accès à l'égalité).....Page 82
 - P85 (Actions pour sensibiliser propriétaires de logement).....Page 84
 - P87 (Recommandations et/ou avis – Jeunesse).....Page 85
 - P88 (Recommandations auprès des ministères).....Page 86
 - P90 (Effectifs).....Page 87

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

I- RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

**LISTE DES MEMBRES DE LA
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

NOM	DATE DE NOMINATION
MAROIS, Pierre (Président).....	13 août 2001
DOWD, Marc-André (Vice-président).....	20 juin 2005
GODIN, Sylvie (Vice-présidente).....	1 ^{er} mai 2006
CHABOT, Louis-Marie (Membre)	29 novembre 1995
CHÉNIER, François (Membre).....	29 novembre 1995
DOUYON, Emerson (Membre).....	17 juin 1999
DUPLÉ, Nicole (Membre)	5 août 1996
FOURNIER, Louise (Membre)	29 novembre 1995
GIROUX, Martial (Membre).....	29 novembre 1995
GRENIER, Danielle (Membre).....	17 juin 1999
MYRE, Jocelyne (Membre)	29 novembre 1995
RAYMOND, Diane F. (Membre).....	5 août 1996

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**SIÈGE SOCIAL
ET
BUREAUX RÉGIONAUX**

CHICOUTIMI

227, rue Racine Est
Bureau 1.05
SAGUENAY (Québec)
G7H 7B4

VAL D'OR

1200, 8^e rue
bureau 101
VAL D'OR (Québec)
J9P 3N7

GATINEAU

170, rue Hôtel-de-Ville
Bureau 8.600
GATINEAU (Québec)
J8X 4C2

SAINT-JÉRÔME

227, rue St-Georges
bureau 202
SAINT-JÉRÔME (Québec)
J7Z 5A1

LONGUEUIL

99, Place Charles-Le Moyne
Bureau 105
LONGUEUIL (Québec)
J4K 4Y9

SEPT-ÎLES

456, rue Arnaud
Bureau 1.06
SEPT-ÎLES (Québec)
G4R 3B1

QUÉBEC

575, rue Saint-Amable
Bureau 4.31
QUÉBEC (Québec)
G1R 6A7

SHERBROOKE

375, rue King Ouest
Bureau 1.05
SHERBROOKE (Québec)
J1H 6B9

RIMOUSKI

337, rue Moreault
2^e étage, bureau 2.15
RIMOUSKI (Québec)
G5L 1P4

TROIS-RIVIÈRES

100, rue Laviolette
Bureau 100
TROIS-RIVIÈRES (Québec)
G9A 5S9

MONTREAL (SIÈGE SOCIAL)

360, rue St-Jacques,
2^e étage
MONTREAL (Québec)
H2Y 1P5

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA MISSION, LES MANDATS ET LES RESPONSABILITÉS:

1- La mission

La mission de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse prend assise dans une loi fondamentale, la *Charte des droits et libertés de la personne* (L.R.Q., c. C-12), dans la *Loi sur la protection de la jeunesse* (L.R.Q., c. P-34.1), dans la *Loi sur le système de justice pénale pour adolescents* (L.C. 2002, c. 1) et dans la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics* (L.R.Q., c. H-2.01).

2- Les mandats

Dans le cadre du mandat que lui confie la *Charte des droits et libertés de la personne*, dont elle est fiduciaire, la Commission assure la promotion et le respect des principes qui y sont énoncés. À cet égard, elle assume une double fonction :

- la protection et la défense des droits et
- leur promotion

Dans le cadre du mandat que lui confie la *Loi sur la protection de la jeunesse*, elle veille également, comme composante du système de protection de la jeunesse, au respect des droits reconnus par cette loi aux enfants dont la sécurité ou le développement sont compromis, ainsi qu'à la protection de leur intérêt. Cet élément de mission comprend aussi le respect des droits reconnus aux adolescents par la *Loi sur le système de justice pénale pour adolescents* (L.C. 2002, ch.1).

Depuis le 1^{er} avril 2001, en vertu de la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*, elle veille à l'application de cette loi. Elle a pour mandats :

- De fixer le délai dans lequel tout organisme doit lui transmettre le rapport d'analyse de ses effectifs;
- De comparer la représentation des groupes visés œuvrant dans les organismes visés par la Loi avec leur représentation au sein des personnes compétentes ou aptes à acquérir cette compétence dans un délai raisonnable pour ce type d'emploi à l'intérieur de la zone appropriée de recrutement;
- De prêter assistance, sur demande, à l'élaboration d'un programme;
- De vérifier la teneur des programmes élaborés pour s'assurer de leur conformité aux exigences de la Loi et, le cas échéant, d'aviser les organismes des modifications qui doivent être apportées à leur programme;
- D'adresser des recommandations aux organismes en défaut de se conformer à des délais d'élaboration ou d'implantation d'un programme conforme à la Loi et, si ses recommandations ne sont pas suivies, de s'adresser au Tribunal des droits de la personne;
- De publier, tous les trois ans, la liste des organismes soumis à la Loi, en faisant état de leur situation en matière d'égalité en emploi.

Depuis le 17 décembre 2005, le groupe de personnes handicapées a été ajouté comme groupe visé dans la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics* suite à l'adoption de la Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives (L.Q.2004, c. 31).

Par Décret gouvernemental (numéro 87-246 du 23 septembre 1987), la Commission est également chargée de surveiller l'application du Programme d'obligation contractuelle du Gouvernement du Québec. Ce programme impose aux entreprises qui emploient plus de 100 personnes de mettre en place un mécanisme d'accès à l'égalité lorsqu'elles obtiennent du gouvernement un contrat ou une subvention de 100 000\$ ou plus.

3- Les responsabilités :

Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :

3.1 Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12)

Article 71 La Commission assure, par toutes mesures appropriées, la promotion et le respect des principes contenus dans la présente Charte.

Elle assume notamment les responsabilités suivantes :

1° faire enquête selon un mode non contradictoire, de sa propre initiative ou lorsqu'une plainte lui est adressée, sur toute situation qui lui paraît constituer soit un cas de discrimination au sens des articles 10 à 19, y compris un cas visé à l'article 86, soit un cas de violation du droit à la protection contre l'exploitation des personnes âgées ou handicapées énoncé au premier alinéa de l'article 48;

2° favoriser un règlement entre la personne dont les droits auraient été violés ou celui qui la représente, et la personne à qui cette violation est imputée;

3° signaler au Curateur public tout besoin de protection qu'elle estime être de la compétence de celui-ci, dès qu'elle en a connaissance dans l'exercice de ses fonctions;

4° élaborer et appliquer un programme d'information et d'éducation, destiné à faire comprendre et accepter l'objet et les dispositions de la présente Charte;

5° diriger et encourager les recherches et publications sur les libertés et droits fondamentaux;

6° relever les dispositions des lois du Québec qui seraient contraires à la Charte et faire au gouvernement les recommandations appropriées;

7° recevoir les suggestions, recommandations et demandes qui lui sont faites touchant les droits et libertés de la personne, les étudier, éventuellement en invitant toute personne ou groupement intéressé à lui présenter publiquement ses observations lorsqu'elle estime que l'intérêt public ou celui d'un groupement le requiert, pour faire au gouvernement les recommandations appropriées;

8° coopérer avec toute organisation vouée à la promotion des droits et libertés de la personne, au Québec ou à l'extérieur;

9° faire enquête sur une tentative ou un acte de représailles ainsi que sur tout autre fait ou omission qu'elle estime constituer une infraction à la présente Charte, et en faire rapport au Procureur général.

Partie 3, article 86 et suivants sur les Programmes d'accès à l'égalité.

Expertise conseil dans le cadre du programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec.

Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :

3.2 Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., c. P-34.1)

Article 23 La Commission exerce les responsabilités suivantes, conformément aux autres dispositions de la présente loi :

- a) elle assure, par toutes les mesures appropriées, la promotion et le respect des droits de l'enfant reconnus par la présente loi et par la Loi sur les jeunes contrevenants;
- b) sur demande ou de sa propre initiative, elle enquête sur toute situation où elle a raison de croire que les droits d'un enfant ou d'un groupe d'enfants ont été lésés par des personnes, des établissements ou des organismes, à moins que le tribunal n'en soit déjà saisi;
- c) elle prend les moyens légaux qu'elle juge nécessaires pour que soit corrigée la situation où les droits d'un enfant sont lésés;
- d) elle élabore et applique des programmes d'information et d'éducation destinés à renseigner la population en général et les enfants en particulier sur les droits de l'enfant;
- e) elle peut, en tout temps, faire des recommandations, notamment, au ministre de la Santé et des Services sociaux, au ministre de l'Éducation et au ministre de la Justice;
- f) elle peut faire ou faire effectuer des études et des recherches sur toute question relative à sa compétence, de sa propre initiative ou à la demande du ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre de la Justice.

Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :

3.3 Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics (L.R.Q., c. H-2.01)

Article 6 La Commission peut imposer à tout organisme un délai pour la transmission du rapport d'analyse d'effectifs.

A défaut pour l'organisme de se conformer à ce délai, la Commission peut s'adresser au Tribunal des droits de la personne, lequel peut ordonner à l'organisme de transmettre le rapport dans le délai qu'il fixe.

Article 7 Afin de déterminer s'il y a sous-représentation d'un groupe visé par la présente loi dans un type d'emploi, la Commission compare la représentation de ce groupe au sein des effectifs concernés de l'organisme avec sa représentation au sein des personnes compétentes ou aptes à acquérir cette compétence dans un délai raisonnable pour ce type d'emploi à l'intérieur de la zone appropriée de recrutement.

A cette fin, la Commission peut, après consultation de l'organisme, procéder par regroupement de types d'emploi.

Article 8 La Commission avise l'organisme du résultat de cette comparaison par type ou par regroupement de types d'emploi.

Article 12 La Commission, sur demande, prête son assistance à l'élaboration d'un programme d'accès à l'égalité en emploi.

Article 15 La Commission vérifie la teneur d'un programme d'accès à l'égalité en emploi en tenant compte des éléments suivants :

1° l'importance des effectifs de l'organisme et le nombre de personnes dans un type ou regroupement de types d'emploi;

2° la disponibilité, pour chaque groupe visé, de personnes compétentes ou aptes à le devenir dans un délai raisonnable dans les effectifs de l'organisme ainsi que dans la zone appropriée de recrutement;

3° la sous-représentation, en nombre et en pourcentage, des personnes faisant partie de chaque groupe visé;

4° l'augmentation ou la réduction prévue des effectifs au cours de la période couverte par l'échéancier;

5° le caractère raisonnable des objectifs quantitatifs poursuivis;

6° les mesures de redressement, les mesures d'égalité des chances, et le cas échéant, les mesures de soutien proposées;

7° les échéanciers du programme d'accès à l'égalité.

A cette fin, la Commission peut exiger d'un organisme tout renseignement ou document et faire les vérifications requises.

Article 16. La Commission peut demander à un organisme de modifier son programme d'accès à l'égalité en emploi si elle estime que :

1° les mesures proposées ne sont pas susceptibles de corriger la situation des personnes faisant partie de chaque groupe visé;

2° les objectifs quantitatifs poursuivis sont insuffisants eu égard à la disponibilité de personnes compétentes faisant partie de chaque groupe visé;

3° les échéanciers pour l'implantation des mesures ou l'atteinte des objectifs quantitatifs ne sont pas raisonnables.

Elle donne un avis motivé à l'organisme et lui indique le délai dans lequel son programme doit être modifié et lui être soumis de nouveau pour vérification.

Article 17 Si la Commission estime qu'un organisme est en défaut d'élaborer ou d'implanter un programme d'accès à l'égalité en emploi ou n'a pas modifié son programme conformément à son avis, elle peut lui faire des recommandations.

Article 18 À défaut par un organisme de se conformer à une recommandation de la Commission, celle-ci peut s'adresser au Tribunal des droits de la personne qui peut ordonner à l'organisme, dans le délai qu'il fixe, d'élaborer, de modifier ou d'implanter un programme d'accès à l'égalité en emploi.

Le programme est déposé devant ce Tribunal qui peut y apporter les modifications qu'il juge adéquates.

Article 23 La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse publie, à tous les trois ans, la liste des organismes publics assujettis à la présente loi et fait état de leur situation en matière d'égalité en emploi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

**2- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ADRESSÉE À
TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES
GOUVERNEMENTAUX**

Organigramme du ministère de la Justice

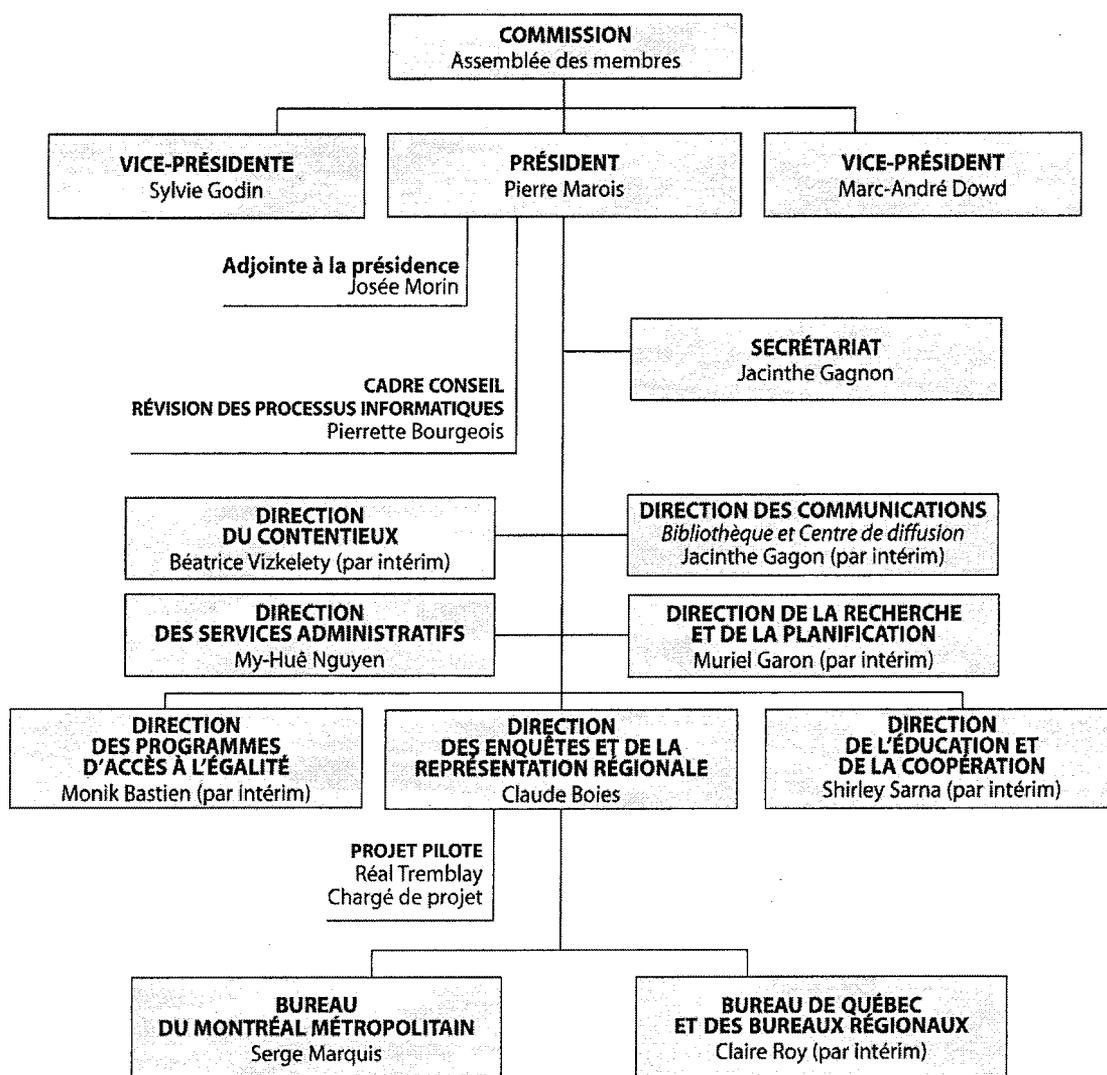
Programme : 04

Élément : 05

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	Conseil de la justice administrative	Tribunal administratif du Québec	Commission des services juridiques
Pierre Marois Président	Laurent McCutcheon Président	Jacques Forgues Président	Denis Roy Président
Office de la protection du consommateur	Fonds d'aide aux recours collectifs	Office des professions du Québec	Société québécoise d'information juridique
Yvan Turcotte Président	Jean Bernier Président	Gaétan Lemoine Président	Guy Mercier Président

N.B. Les cases ombragées ne sont pas concernées par cet élément de programme; elles sont fournies à titre indicatif pour permettre au lecteur de mieux se situer dans cet environnement juridique.

ORGANIGRAMME



Montréal : (514) 873-5146

Québec : (418) 643-1872

Courriel : webmestre@cdpdj.qc.ca

Site internet : www.cdpdj.qc.ca

Télescripteur : (514) 873-2648

GI. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2007-2008 et 2008-2009.

Voir le tableau ci-joint

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Historique Dépenses versus Budget

		2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	
Budget des dépenses (selon livres de crédits)	(L.1)	12 882	12 958	12 958 ⁽¹⁾	13 958 ⁽²⁾	14 194	14 221	
Moins : amortissement	(L.2)	46	88	88	88	88	88	
Plus : investissements	(L.3)	265	214	321	371	321	321	
Crédits totaux	(L.4 = L.1 - L.2 + L.3)	13 101	13 084	13 191	14 241	14 427	14 454	
Ventilation par supercatégories								
<i>Budget des dépenses</i>	Rémunération	(L.5)	9 862	10 012	10 012	10 012	10 235	10 235
	Fonctionnement	(L.6)	3 020	2 946	2 946	3 946	3 959	3 986
	Transfert	(L.7)	---	---	---	---	---	---
		(L.8 = L.5 + L.6)	12 882	12 958	12 958	13 958	14 194	14 221
	Effectif total	(L.9)	155	155	155	155	155	155
<i>Budget investissement</i>	Immobilisation	(L.10)	262	211	318	368	318	318
	Prêts, placements et avances	(L.11)	3	3	3	3	3	3
		(L.12 = L.10 + L.11)	265	214	321	371	321	321
Dépense réelle	(L.13)	13 138	12 976	13 138	13 571	14 098	15 415 (projections)	
Surplus / (Déficit)	(L.14 = L.1 - L.13)	(256)	(18)	(180)	387	96	(1 194) (déficit projeté)	

(1) Excluant 20 000 \$ de 2003-2004 (crédits reportés)

(2) Tenant compte du gel de crédit de 50 000 \$

Source : Budget des dépenses 2002-2003;2003-2004;2004-2005, 2005-2006, 2006-2007,2007-2008 volume II, « *Crédits des ministères et organismes* ».

**Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Projection de dépenses 2007-2008**

**Projections 2007-2008
Sans développement**

Rémunération		
Rémunération régulière		10 102 340 \$
Temps supplémentaire		80 000 \$
Contributions de l'employeur (includ CSST)		1 124 670 \$
Autres crédits (étudiants...)		(22 000) \$
<i>Sous-total</i>		11 285 010 \$
Fonctionnement		
Dépenses courantes		
Transport et communications		565 590 \$
Services professionnels		590 000 \$
Entretien et réparation		47 000 \$
Loyers		1 478 700 \$
Fournitures et approvisionnement		124 000 \$
Matériel et équipement		137 500 \$
Autres dépenses (divers)		10 000 \$
Activités et projets spéciaux		117 000 \$
<i>Sous-total</i>		3 069 790 \$
Amortissement		240 000 \$
<i>Sous-total</i>		3 309 790 \$
Dépenses totales		14 594 800 \$
Amortissement		(87 800) \$
Prêts, placements et avances		3 000 \$
Immobilisations		318 000 \$
Total		14 828 000 \$
Budget officiel		14 454 000 \$
Manque à gagner	avant développement	(374 000) \$
Développements souhaités:		
Renforcement volet jeunesse et promotion des droits		(150 000) \$
PAE - personnes handicapées		(250 000) \$
Plan de relève		(150 000) \$
Actualisation de la structure, avancements d'échelon et primes complexité supérieure		(270 000) \$
Déficit total projeté		(1 194 000) \$

G3. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services au citoyen) :

Voir le tableau ci-joint

Liste des publications 2006-2007

Publication du Ministère ainsi que des Organismes rattachés au ministère de la Justice								
Titre	Tirage	Langue	Coût d'impression	Imprimeur	Agence de conception	Graphisme	Rédacteur	Mode de distribution
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse								
Rapport d'activités et de gestion 2005-2006	1 000	français	2 444 \$	Imprimerie Lebonfon inc.	s.o.	Communications	CDPDJ	liste d'envois et sur demande
Planification stratégique 2006-2010	750	français	817 \$	Imprimerie Lebonfon inc.	s.o.	Communications	CDPDJ	sur demande
Tableaux des orientations 2006-2010	750	français	818 \$	Imprimerie Lebonfon inc.	s.o.	Communications	CDPDJ	sur demande
Convention collective 2003-2010	500	français	2 092 \$	Imprimerie GG inc.	s.o.	Communications	CDPDJ	employés - CDPDJ
Dépliant - Prix Droits et Libertés 2006	2 000	français	1 139 \$	Imprimerie Lebonfon inc.	s.o.	Communications	CDPDJ	liste d'envois et sur demande
Carton d'invitation - Prix Droits et Libertés 2006	1 500	français	2 164 \$	Imprimerie GG inc.	s.o.	Communications	CDPDJ	liste d'envois
Dépliant - APPELEZ-NOUS! (Exploitation)	20 000	français	1 449 \$	Imprimerie Transcontinental	s.o.	Communications	CDPDJ	sur demande
Rapport - De l'égalité juridique à l'égalité sociale (rapport homophobie)	3 000	français	6 557 \$	Imprimerie Lebonfon inc.	s.o.	Communications	CDPDJ	liste d'envois et sur demande
CD - AFCNDH - 1er Congrès de l'AFCNDH - Montréal 2005	150	français	617 \$	Magra Multi Média	s.o.	Communications	CDPDJ	Congrès - AFCNDH

18 097 \$

A : Anglais

F : Français

E : Espagnol

Les copies des documents seront fournies sur demande.

**LA PERSONNE AU CŒUR
DES ACTIONS DE LA
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

Déclaration de services aux citoyens

Déclaration adoptée à la 458^e séance de la Commission tenue le 27 mars 2001, par sa résolution COM-458-2.1.1

LA PERSONNE AU CŒUR DES ACTIONS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

UNE MISSION, DEUX MANDATS

La Commission assure la promotion et le respect des principes énoncés dans la *Charte des droits et libertés de la personne*. Elle veille à l'application de la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*. Elle veille également à la protection de l'intérêt et au respect des droits reconnus aux enfants qui sont soumis à la *Loi sur la protection de la jeunesse* ou à la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

La Commission, dont les membres sont nommés par l'Assemblée nationale, est indépendante du gouvernement et s'acquitte de sa mission, par toutes mesures appropriées, au seul bénéfice des citoyens.

Les services directs qu'elle offre à la population, partout au Québec, incluent des services d'accueil, d'enquête et de représentation judiciaire, d'information, de coopération et d'éducation aux droits, ainsi que des services liés à l'implantation et à la mise en œuvre de programmes d'accès à l'égalité. En certains cas, sur demande, elle peut aussi émettre des avis et recommandations.

Les heures d'ouverture de la Commission sont du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30.

UN GRAND PRINCIPE : LE RESPECT MUTUEL

La Commission offre ses services dans le respect de la personne. Cela veut dire que le personnel de la Commission :

- ❖ est courtois et à l'écoute dans ses relations avec vous ;
- ❖ s'identifie clairement lorsqu'il entre en contact avec vous ;
- ❖ tient compte des différences culturelles, socio-économiques ou de vos besoins particuliers et tente d'adapter, d'une manière raisonnable, les services de la Commission en conséquence ;
- ❖ tient compte des besoins particuliers des enfants et adolescents qui font appel aux services de la Commission ;
- ❖ donne l'information requise dans un langage clair et adapté à votre situation.

Entre autres, le personnel de la Commission :

- ❖ donne suite, dans la mesure du possible, aux messages téléphoniques dans un délai maximum de deux (2) jours ouvrables ;
- ❖ vous réfère clairement, dans les messages d'accueil des boîtes vocales, à une autre personne en cas d'absence ;
- ❖ accuse réception du courrier contenant une demande à la Commission dans les cinq (5) jours de sa réception, en précisant le nom et les coordonnées de la personne responsable de donner une réponse complète à cette demande, ainsi que le délai prévu de cette réponse.

LA PERSONNE AU CŒUR DES ACTIONS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOS SERVICES D'ACCUEIL

La Commission a comme objectif de répondre rapidement et de façon professionnelle à vos demandes pour obtenir de l'information sur vos droits, sur la mission ou les activités de la Commission. Cela veut dire que le personnel de la Commission :

- ❖ pratique une écoute active afin de vérifier si la situation que vous décrivez relève du mandat de la Commission ;
- ❖ vous explique clairement la procédure applicable, si la situation décrite relève du mandat de la Commission ;
- ❖ tente de vous diriger vers les ressources appropriées, si la situation décrite ne relève pas du mandat de la Commission.

NOS SERVICES D'ENQUÊTE

La Commission peut tenir une enquête sur toute situation qui paraît constituer un cas de discrimination, d'exploitation d'une personne âgée ou handicapée ou de représailles au sens de la *Charte des droits et libertés de la personne*. Elle peut également tenir une enquête lorsqu'elle a des raisons de croire que les droits d'un enfant ou d'un groupe d'enfants, garantis par la *Loi sur la protection de la jeunesse* ou la *Loi sur les jeunes contrevenants*, n'ont pas été respectés. Les services d'enquête de la Commission sont gratuits.

La Commission s'engage à ce que l'enquête soit faite de façon impartiale. Cela veut dire que la personne responsable de l'enquête dans votre dossier :

- ❖ prend contact avec le plaignant ou le requérant dans les sept (7) jours de la réception de la demande d'enquête et explique clairement son rôle, les pouvoirs que la loi lui accorde, le but et la procédure de l'enquête ;
- ❖ fournit la documentation et les renseignements utiles à la rédaction de la plainte en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne* ;
- ❖ sur demande, assiste le plaignant dans la rédaction de la plainte ;
- ❖ recherche les éléments de preuve appropriés, pour permettre à la Commission de rendre une décision au sujet de la plainte ;
- ❖ agit en toute impartialité à l'égard de toutes les personnes concernées par l'enquête ;
- ❖ préserve la confidentialité des informations obtenues au cours de l'enquête envers les personnes qui ne sont pas parties à l'enquête.

Les situations qui peuvent faire l'objet d'une enquête par la Commission sont diverses. Il est donc difficile de préciser un délai fixe pour chaque enquête. Dans tous les cas, nous avons comme objectif de compléter l'enquête **dans les meilleurs délais** et nous considérons l'**urgence** et le **caractère prioritaire** des situations. La Commission s'est fixé comme objectif général, sauf situations exceptionnelles liées à la complexité de certains dossiers, de vous faire connaître sa décision dans une **période maximale** de quinze (15) mois suivant la plainte qui concerne la *Charte des droits et libertés de la personne* et de six (6) mois suivant la plainte qui concerne la *Loi sur la protection de la jeunesse* ou la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

LA PERSONNE AU CŒUR DES ACTIONS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

En tout temps, vous avez le droit d'être informé de l'état d'avancement de votre dossier. Si des délais inévitables surviennent, la Commission vous avise de ce fait et vous précise la durée prévue de ce délai.

Lors de l'enquête, la personne responsable de votre dossier doit :

- ❖ favoriser un règlement satisfaisant pour toutes les parties concernées par une plainte en vertu de la Charte des droits et libertés de la personne, lorsqu'un tel règlement est possible ;
- ❖ tenter, dans la mesure du possible, une intervention pour corriger la situation dénoncée en vertu de la *Loi sur la protection de la jeunesse*.

Cela veut dire que la personne responsable de votre dossier :

- ❖ vous offre la possibilité d'avoir recours à l'arbitrage ou à la médiation, et vous explique la procédure, s'il s'agit d'une enquête menée en vertu de la Charte des droits et libertés de la personne ;
- ❖ consulte les personnes concernées sur les mesures qui permettraient de corriger la situation dénoncée, s'il s'agit d'une enquête menée en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse ;
- ❖ tente de créer un climat d'échange constructif et respectueux entre vous et les autres personnes concernées, de façon à favoriser un règlement satisfaisant ou une correction de la situation.

NOS SERVICES DE REPRÉSENTATION JUDICIAIRE

Si la Commission décide d'agir en votre faveur et de vous représenter devant un tribunal, elle s'engage à vous accompagner au cours du processus. Cela veut dire que :

- ❖ vous recevez une lettre de la Commission indiquant le nom et les coordonnées de l'avocate ou de l'avocat responsable de votre dossier ;
- ❖ l'avocate ou l'avocat vous explique les différentes étapes du processus judiciaire qui s'appliquent à votre cas, ainsi que les enjeux légaux de votre dossier ;
- ❖ l'avocate ou l'avocat vous prépare adéquatement à votre témoignage ;
- ❖ la Commission prend tous les moyens légaux requis pour faire valoir vos droits, dans le contexte et les limites de sa décision d'agir en votre faveur ;
- ❖ les services de représentation judiciaire de la Commission sont gratuits.

LA PERSONNE AU CŒUR DES ACTIONS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOS SERVICES D'INFORMATION, DE COOPÉRATION ET D'ÉDUCATION AUX DROITS

Nos services d'information, de coopération et d'éducation aux droits ont comme objectif le partage d'informations et d'expertise qui permettent de répondre à vos besoins particuliers en matière de droits et libertés de la personne et en matière de droits de la jeunesse. Cela veut dire que le personnel de la Commission :

- ❖ donne une information accessible, fiable et à jour ;
- ❖ utilise un langage clair et adapté au public de chaque activité d'information, de coopération et d'éducation aux droits ;
- ❖ s'efforce de répondre aux besoins que vous nous aurez fait connaître et à ceux que nous aurons identifiés ;
- ❖ utilise une variété d'approches éducatives afin de faciliter le partage des connaissances et des valeurs ;
- ❖ utilise divers moyens adaptés (outils d'accompagnement) ;
- ❖ reçoit et évalue les projets de coopération qui sont proposés par des personnes ou des organismes et y répond dans les meilleurs délais afin d'indiquer si la Commission a l'intention d'y participer ;
- ❖ reçoit et évalue les demandes d'avis qui lui sont faites par des personnes ou des organismes et y répond dans les meilleurs délais afin d'indiquer si la Commission a l'intention d'y donner suite ;
- ❖ évalue chaque activité d'information, de coopération et d'éducation aux droits en tenant compte de vos commentaires et suggestions.

NOS SERVICES EN MATIÈRE DE PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ

La Commission assiste les organisations qui élaborent et implantent un programme d'accès à l'égalité. Cela veut dire que la Commission :

- ❖ fournit aux organisations et aux personnes concernées, dans les deux (2) jours suivant la demande, de l'information pertinente, fiable et à jour concernant les programmes d'accès à l'égalité ;
- ❖ offre des sessions de formation adaptées aux besoins particuliers des organisations et des groupes concernés ;
- ❖ fournit l'assistance technique nécessaire à l'élaboration de programmes d'accès à l'égalité, notamment aux organismes visés par la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics ;
- ❖ assure la confidentialité de tout renseignement ou document fourni de plein gré aux fins de l'élaboration, l'implantation ou l'observation d'un programme d'accès à l'égalité ;
- ❖ a comme objectif de produire « l'analyse de disponibilité » dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de « l'analyse d'effectifs » de votre organisation et de produire une évaluation écrite du programme d'accès à l'égalité proposé par votre organisation dans un délai de six (6) mois à compter de la date de réception de ce projet.

Si ces délais doivent être dépassés, la Commission vous avise de ce fait en vous en précisant les raisons et le délai additionnel requis.

LA PERSONNE AU CŒUR DES ACTIONS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

UNE VOLONTÉ D'AMÉLIORER NOS SERVICES

La Commission vise l'amélioration continue de ses services et traite les plaintes concernant le service à la clientèle dans cette optique.

Si vous n'êtes pas satisfait(e) des services offerts par un membre du personnel de la Commission, vous devez adresser votre plainte au supérieur immédiat de cette personne. Si la réponse que vous recevez de cette personne ne vous satisfait pas, vous pouvez communiquer verbalement ou par écrit avec le Bureau du président de la Commission¹ :

Bureau du président
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
360, rue Saint-Jacques, 2^e étage
Montréal (Québec) H2Y 1 P5

Téléphone : (514) 873-5146 ou 1 800 361-6477

Télécopieur : (514) 864-1562

Dans la mesure du possible, votre plainte est traitée dans un délai maximum de trente (30) jours. Si ce délai doit être dépassé, la Commission vous avise de ce fait en vous en précisant les raisons et le délai additionnel requis.

Note : La *Charte des droits et libertés de la personne* ne prévoit pas de mécanisme de révision interne, par la Commission, des décisions d'un comité des plaintes tenu à la suite d'une enquête. De même, la *Loi sur la protection de la jeunesse* ne prévoit pas, non plus, de mécanisme de révision interne des conclusions d'enquête de la Commission ; par contre, la décision de **ne pas** tenir une enquête en vertu de la *Loi sur la protection de la jeunesse* peut être révisée.

VOUS AVEZ AUSSI UN RÔLE

IMPORTANT

Vous pouvez nous aider à vous offrir de meilleurs services :

- ❖ en fournissant tous les renseignements nécessaires au traitement de votre demande dans les délais requis ;
- ❖ en précisant si vous avez besoin d'assistance ;
- ❖ en signalant tout changement d'adresse ou façon de vous rejoindre ;
- ❖ en respectant les conditions convenues avec vous pour la tenue de nos activités d'information, de coopération ou d'éducation aux droits, ou en nous avisant des problèmes rencontrés à ce sujet avant la tenue de l'activité.

Le personnel de la Commission s'engage à vous traiter avec respect. Merci de nous faire confiance et de nous traiter aussi avec respect.

¹ Depuis février 2006, les plaintes peuvent être adressées à la Responsable de la qualité des services à la clientèle.

G4. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2006 :

Voir le tableau ci-joint

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Endroit de la mission	Date départ	Date retour	Membres présents au voyage	Coût	But du voyage
Genève (Suisse)	07-avr-06	13-avr-06	Jacinthe Gagnon, secrétaire de la Commission	2 059.00 \$	Participation à une réunion du Conseil d'administration de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'homme Dépenses assumées par le MRI
Toronto (Ontario)	19-avr-06	21-avr-06	Me Marc-André Dowd, président par intérim	1 128.00 \$	Participation à une réunion des Children's Advocates
Ottawa (Ontario)	18-mai-06	18-mai-06	Me Béatrice Vizkelety, chef du contentieux Me Stéphanie Fournier, conseillère juridique	715.00 \$	Procès
Frédéricton (Nouveau-Brunswick)	14-juin-06	17-juin-06	Me Marc-André Dowd, président par intérim Me Béatrice Vizkelety, chef du contentieux Daniel Ducharme, chercheur	5 067.00 \$	Participation à la réunion annuelle de l'Association canadienne des Commissions et conseil des droits de la personne
Bordeaux (France)	05-sept-06	08-sept-06	Lucie-France Dagenais, chercheure	300.00 \$	Participation au 2e congrès de l'Association française de sociologie (AFS) "Dire le monde social - Les sociologues face aux discours politiques, économiques et médiatiques" Dépenses assumées par le MRI
New-York (Etats-Unis)	06-sept-06	12-sept-06	Pierre Bosset, directeur de la Recherche	1 174.00 \$	Participation à titre de conférencier au Symposium canado-américain de recherche (SCAR) "Les conditions de l'égalité et le défi sur la question de la discrimination" Certaines dépenses assumées par le SCAR (billet d'avion)
Toronto (Ontario)	28-sept-06	29-sept-06	Me Béatrice Vizkelety, chef du contentieux Me Lysiane Clément-Major, conseillère juridique	1 849.00 \$	Participation à une réunion des avocat/es de CASHRA, thème : "Emerging challenge for Commission counsel"

Endroit de la mission	Date départ	Date retour	Membres présents au voyage	Coût	But du voyage
Toronto (Ontario)	20-oct-06	24-oct-06	Carla Gasparini, représentante régionale Sylvie Godin, vice-présidente	2 321.00 \$	Réunion de l'exécutif de Children's advocacy, joint à la conférence "Pump up the volume"
Paris (France)	04-nov-06	11-nov-06	Muriel Garon, coordonnatrice Réal Tremblay, représentant régional	5 954.00 \$	Projet de coopération avec la Haute Autorité de Lutte contre les discriminations et pour l'Égalité : échange d'informations et partage d'expertise entre les deux institutions Dépenses assumées par le MRI (5 000 \$)
Ottawa (Ontario)	28-nov-06	28-nov-06	Réal Tremblay, représentant régional	97.00 \$	Rencontre à la Commission canadienne des droits
Toronto (Ontario)	30-nov-06	03-déc-06	Jacinthe Gagnon, secrétaire de la Commission	1 026.00 \$	Participation à un meeting mi-annuel de CASHRA
Rabat (Maroc)	05-févr-07	07-févr-07	Pierre Marois, président Pierre Bosset, directeur de la Recherche	2 828.00 \$	Participation au 2e congrès de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme (AFCNDH) Dépenses assumées par le MRI (2 748 \$)
Ottawa (Ontario)	14-mars-07	16-mars-07	Karina Montminy, conseillère juridique	659.00 \$	Conférence internationale sur les droits de l'enfant organisée par la Faculté de droit, Section de droit civil Université d'Ottawa et le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne
				25 177.00 \$	Donc un montant de 9 807 \$ a été assumé par le MRI

Note 1: Les copies des rapports seront fournies sur demande dans la mesure où il ne s'agit pas de renseignements protégés par l'accès à l'information

GI_PQ. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2006 :

Voir le tableau ci-joint

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Endroit de la mission	Date départ	Date retour	Membres présents au voyage	Coût	But du voyage
Genève (Suisse)	07-avr-06	13-avr-06	Jacinthe Gagnon, secrétaire de la Commission	2 059.00 \$	Participation à une réunion du Conseil d'administration de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'homme Dépenses assumées par le MRI
Toronto (Ontario)	19-avr-06	21-avr-06	Me Marc-André Dowd, président par intérim	1 128.00 \$	Participation à une réunion des Children's Advocates
Ottawa (Ontario)	18-mai-06	18-mai-06	Me Béatrice Vizkelety, chef du contentieux Me Stéphanie Fournier, conseillère juridique	715.00 \$	Procès
Frédéricton (Nouveau-Brunswick)	14-juin-06	17-juin-06	Me Marc-André Dowd, président par intérim Me Béatrice Vizkelety, chef du contentieux Daniel Ducharme, chercheur	5 067.00 \$	Participation à la réunion annuelle de l'Association canadienne des Commissions et conseil des droits de la personne
Bordeaux (France)	05-sept-06	08-sept-06	Lucie-France Dagenais, chercheure	300.00 \$	Participation au 2e congrès de l'Association française de sociologie (AFS) "Dire le monde social - Les sociologues face aux discours politiques, économiques et médiatiques" Dépenses assumées par le MRI
New-York (Etats-Unis)	06-sept-06	12-sept-06	Pierre Bosset, directeur de la Recherche	1 174.00 \$	Participation à titre de conférencier au Symposium canado-américain de recherche (SCAR) "Les conditions de l'égalité et le défi sur la question de la discrimination" Certaines dépenses assumées par le SCAR (billet d'avion)
Toronto (Ontario)	28-sept-06	29-sept-06	Me Béatrice Vizkelety, chef du contentieux Me Lysiane Clément-Major, conseillère juridique	1 849.00 \$	Participation à une réunion des avocat/es de CASHRA, thème : "Emerging challenge for Commission counsel"

Endroit de la mission	Date départ	Date retour	Membres présents au voyage	Coût	But du voyage
Toronto (Ontario)	20-oct-06	24-oct-06	Carla Gasparini, représentante régionale Sylvie Godin, vice-présidente	2 321.00 \$	Réunion de l'exécutif de Children's advocacy, joint à la conférence "Pump up the volume"
Paris (France)	04-nov-06	11-nov-06	Muriel Garon, coordonnatrice Réal Tremblay, représentant régional	5 954.00 \$	Projet de coopération avec la Haute Autorité de Lutte contre les discriminations et pour l'Égalité : échange d'informations et partage d'expertise entre les deux institutions Dépenses assumées par le MRI (5 000 \$)
Ottawa (Ontario)	28-nov-06	28-nov-06	Réal Tremblay, représentant régional	97.00 \$	Rencontre à la Commission canadienne des droits
Toronto (Ontario)	30-nov-06	03-déc-06	Jacinthe Gagnon, secrétaire de la Commission	1 026.00 \$	Participation à un meeting mi-annuel de CASHRA
Rabat (Maroc)	05-févr-07	07-févr-07	Pierre Marois, président Pierre Bosset, directeur de la Recherche	2 828.00 \$	Participation au 2e congrès de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme (AFCNDH) Dépenses assumées par le MRI (2 748 \$)
Ottawa (Ontario)	14-mars-07	16-mars-07	Karina Montminy, conseillère juridique	659.00 \$	Conférence internationale sur les droits de l'enfant organisée par la Faculté de droit, Section de droit civil Université d'Ottawa et le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne
				25 177.00 \$	Donc un montant de 9 807 \$ a été assumé par le MRI

Note 1: Les copies des rapports seront fournies sur demande dans la mesure où il ne s'agit pas de renseignements protégés par l'accès à l'information

G7. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet) et des articles promotionnels :

- ❖ Les sommes dépensées pour l'exercice financier 2006-2007 et les prévisions pour 2007-2008;
- ❖ Firmes de publicité;
- ❖ Mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- ❖ Le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- ❖ Le but visé par chaque dépense.

Aucune

G8. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2006-2007 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- ❖ Liste et coût ;
- ❖ Copie des soumissions;
- ❖ Copie du questionnaire et du résultat;
- ❖ Firme ayant obtenu le contrat.

Aucun

G9. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2006-2007 à la demande d'un ministère ou d'un organisme :

- ❖ Liste et coût ;
- ❖ Copie des soumissions;
- ❖ Copie des études;
- ❖ Firme ou individu ayant obtenu le mandat;
- ❖ Copie du contrat.

Aucune

G10. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 en indiquant :

- ❖ Le nom du professionnel ou de la firme;
- ❖ Le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- ❖ Le coût;
- ❖ Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- ❖ Dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Voir document ci-joint

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Fournisseur	Objet	Résultat	Total	Mode d'octroi
AccessibilitéWeb	Main-d'œuvre informatique	Évaluation accessibilité pour personnes non-voyantes	500.00 \$	Négocié
Adaris	Main-d'oeuvre informatique	Installation de logiciels (anti-virus, archives...	1 084.00 \$	Négocié
Agire international	Développement ressources humaines: médiation	Formation équipe médiation	6 600.00 \$	Négocié
Alpha plantes	Location/entretien de paniers suspendus		3 576.00 \$	Négocié
Archiconcept	Expertise : Accessibilité d'un espace public	Rapport pour un dossier d'enquête	850.00 \$	Négocié
Bergeron, Gaudreau, Laporte	Mandat juridique	Correspondant pour la CDPDJ en Cour Suprême	1 249.00 \$	Mandat juridique
Blais, François	Mandat d'arbitrage	Intervention des ressources humaines	1 500.00 \$	Mandat d'arbitrage
Blanchette, Yvon	Conseiller en gestion	Dossier équité salariale	4 200.00 \$	Négocié
Castel, Jean-Gabriel	Expertise pour Contentieux	Normes contractuelles	6 350.00 \$	Négocié
Chamberland, Line	Expertise pour dossier contre l'homophobie	Avis professionnel - évaluer qualité informations	1 250.00 \$	Négocié
Cies Groupe DATA	Main-d'oeuvre informatique: base de données	Production de la base et traitement pour CTX	20 000.00 \$	Soumissions
<i>Compu-Tek</i>				25 000.00 \$
Clermont, Dr Richard	Expertise médicale	Étude du dossier et complément d'expertise	750.00 \$	Négocié
Clermont, Dr Richard	Expertise médicale	Complément d'expertise	750.00 \$	Négocié
Colibri Multimédia	Services informatiques	Rapatriement du site WEB à Montréal	3 245.00 \$	Négocié
Colibri Multimédia	Services informatiques	Adaptation WEB rapport 2001-2004	5 610.00 \$	Négocié
Compugen	Main d'oeuvre informatique	Développement (système parefeu)	13 490.00 \$	Négocié
Compu-tek	Main d'oeuvre informatique	Évaluation - faisabilité base de données	1 071.00 \$	Négocié
Compu-tek	Main d'oeuvre informatique	Réinstallation des postes - assistance	3 749.00 \$	Négocié
Consensus	Développement ressources humaines : harcèlement psychologique	Formation des gestionnaires	1 500.00 \$	Négocié
Courteau, Louis	Traduction français-anglais	Contrat ouvert de 3 ans	782.00 \$	Contrat ouvert
D'Amour, Jean-Marie	Expertise informatique: évaluation pages WEB	Accessibilité aux non-voyants	500.00 \$	Négocié
Déménagement Rimouski	Service et transport - déménagement	Réassignation de Rimouski à Québec	1 715.00 \$	Négocié
Dialog	Banques de données pour fins de recherche	Droit d'accès au serveur	1 300.00 \$	Offre permanente
Drouin, Patrice (Dr)	Expertise médicale: entrevue et témoignage	Audition devant le Tribunal (Contentieux)	6 000.00 \$	Négocié
Durand, Dr Pierre	Expertise médicale	Rapport pour un dossier d'enquête	2 500.00 \$	Négocié
Edicom	Traduction français-anglais	Contrat ouvert de 3 ans	20 856.00 \$	Contrat ouvert
Expert-psy L. Béliveau	Expertise médicale dans un dossier ressources humaines	Rapport d'expertise et témoignage à l'audition	5 900.00 \$	Négocié
Gardner, Christine	Traduction français-anglais	Contrat ouvert de 3 ans	8 537.00 \$	Contrat ouvert
Goldbloom, Dr Victor	Expertise médicale - Dossier du contentieux	Rapport d'expertise	900.00 \$	Négocié
Groupe AZUR	Main d'oeuvre informatique: analyse technique	Développement Révision des processus	22 275.00 \$	Fournisseur unique
Imprimerie GG	Impression : document	Convention collective 2003-2010	2 092.00 \$	Soumissions
<i>Imprimerie Lebonfon</i>				2 290.00 \$
<i>Au point Reprotectech</i>				3 166.00 \$
Imprimerie GG	Impression - carton d'invitation Prix D & L		1 214.00 \$	Soumissions
<i>Imprimerie Lebonfon</i>				978.00 \$
<i>Au point Reprotectech</i>				1 012.00 \$

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Fournis seur	Objet	Résultat	Total	Mode d'octroi
Imprimerie GG	Impression carton d'invitation Prix D & L	Problème d'envoi par Service gouv. Courrier	950.00 \$	Négocié
<i>Au point Reprotect</i>				950.00 \$
Imprimerie Lebonfon	Impression	Dépliant: Prix Droits et Libertés 2006	1 139.52 \$	Négocié
Imprimerie Lebonfon	Impression : brochure et encart	Planification stratégique 2006-2009	1 635.00 \$	Soumissions
<i>Imprimerie GG</i>				2 510.00 \$
Imprimerie Lebonfon	Impression : Rapport	Rapport d'activité et de gestion 2005-2006	2 444.00 \$	Soumissions
<i>Imprimerie GG</i>				3 465.00 \$
<i>Imprimerie Transcontinental</i>				3 547.00 \$
Imprimerie Lebonfon	Impression d'un document	Rapport sur l'homophobie	6 557.00 \$	Soumissions
<i>Imprimerie Transcontinental</i>				7 789.00 \$
<i>Imprimerie GG</i>				11 866.00 \$
Imprimerie Transcontinental	Impression d'un dépliant	"Appelez-nous" (exploitation)	1 609.00 \$	Soumissions
<i>Imprimerie GG</i>				3 231.00 \$
<i>Au point Reprotect</i>				3 545.00 \$
Institut Nazareth et Louis Braille	Expertise pour dossier d'enquête	Avis professionnel - adaptation	900.00 \$	Négocié
Lacoste, Gilles	Conseiller comité de sélection	Conseiller et supporter le comité de sélection	1 700.00 \$	Négocié
Larivière, Gérard	Mandat juridique	Procureur de la Commission (relations de travail)	10 683.00 \$	Mandat juridique
Larivière, Jean-Marie	Mandat juridique	Procureur de la Commission (relations de travail)	675.00 \$	Mandat juridique
Leblanc, Marcel	Conseiller en administration	Planification financière et budgétaire	2 500.00 \$	Négocié
Lecomte, Francois	Mandat d'arbitrage	Intervention dans un dossier d'enquête	2 200.00 \$	Mandat d'arbitrage
Lex Libris	Édition - mémoire (Contentieux)		1 256.00 \$	Négocié
MABA	Conseil stratégique en gestion d'enjeux		2 605.00 \$	Négocié
Moureaux Hauspy, architectes	Services conseil en design et aménagements	Production de plans - projets immobiliers	11 730.00 \$	Contrat ouvert
Optimum Relations publiques	Conseil communications et gestion de crise		4 920.00 \$	Négocié
Papineau, Gabriel	Main d'oeuvre informatique	Assistance technique	298.00 \$	Négocié
Poirier, Nathalie	Expertise médicale (psychologue)	Évaluation et rapport pour intervention enquête	1 531.00 \$	Négocié
Potvin, Caroline	Services conseil en design intérieur		3 150.00 \$	Contrat ouvert
Renaud, Fortier, C.A.	Expertise comptable	Évaluation dans un dossier du contentieux	1 500.00 \$	Négocié
Renaud, Fortier, C.A.	Expertise comptable	Témoignage à la Cour	1 000.00 \$	Négocié
Renaud, Jean	Expertise en sociologie	Rapport et témoignage en Cour	1 000.00 \$	Négocié
Rioux, Benoit	Médiation - conflit de relations de travail	Intervention des ressources humaines	3 842.00 \$	Négocié
Rioux, Dr Gisèle	Expertise médicale	Évaluation et opinion sur dossier d'enquête	1 000.00 \$	Négocié
Sono-video	Main d'oeuvre - installation vidéo conférence		2 631.00 \$	Négocié
Tadros, Chérif (Dr)	Expertise médicale	Évaluation et opinion - enquête	1 000.00 \$	Négocié
Tandem Informatique Inc.	Convention d'utilisation d'un logiciel	Gestion ressources humaines	24 600.00 \$	Fournisseur unique
Placement Télé-Ressources	Service de placement d'employés occasionnels	Remplacement sur base temporaire aux enquêtes	8 800.00 \$	Négocié
Textus	Enquête dans dossier de la Commission	Conduite d'enquête et rapport	2 000.00 \$	Négocié
Villemure, Jocelyn	Expertise psychologique	Évaluation dossier d'adaptation scolaire	1 455.00 \$	Négocié
Villeneuve, Charles Racine	Travaux de peinture	Salles de médiation	1 600.00 \$	Négocié
Waterhouse, Benjamin	Traduction français-anglais	Contrat ouvert de 3 ans	17 489.00 \$	Contrat ouvert
			278 294.52 \$	

G.6_PQ Liste de tous les contrats octroyés sans appel d'offres par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 en indiquant :

- ❖ Le nom du professionnel ou de la firme;
- ❖ Le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- ❖ Le coût;
- ❖ Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- ❖ Dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Voir le tableau ci-joint

Fournisseur	Objet	Résultat	Total	Mode d'octroi
AccessibilitéWeb	Main-d'œuvre informatique	Évaluation accessibilité pour personnes non-voyantes	500.00 \$	Négocié
Adaris	Main-d'oeuvre informatique	Installation de logiciels (anti-virus, archives...	1 084.00 \$	Négocié
Agire international	Développement ressources humaines: médiation	Formation équipe médiation	6 600.00 \$	Négocié
Alpha plantes	Location/entretien de paniers suspendus		3 576.00 \$	Négocié
Archiconcept	Expertise : Accessibilité d'un espace public	Rapport pour un dossier d'enquête	850.00 \$	Négocié
Benabbes, Abdallah	Main d'œuvre informatique : développement	Programmation rapports, listes, tableaux	37 240.00 \$	Négocié
Bergeron, Gaudreau, Laporte	Mandat juridique	Correspondant pour la CDPDJ en Cour Suprême	1 249.00 \$	Mandat juridique
Blais, François	Mandat d'arbitrage	Intervention des ressources humaines	1 500.00 \$	Mandat d'arbitrage
Blanchette, Yvon	Conseiller en gestion	Dossier équité salariale	4 200.00 \$	Négocié
Castel, Jean-Gabriel	Expertise pour Contentieux	Normes contractuelles	6 350.00 \$	Négocié
Chamberland, Line	Expertise pour dossier contre l'homophobie	Avis professionnel - évaluer qualité informations	1 250.00 \$	Négocié
Cies Groupe DATA	Main-d'oeuvre informatique: base de données	Production de la base et traitement pour CTX	20 000.00 \$	Soumissions
<i>Compu-Tek</i>				25 000.00 \$
Clermont, Dr Richard	Expertise médicale	Étude du dossier et complément d'expertise	750.00 \$	Négocié
Clermont, Dr Richard	Expertise médicale	Complément d'expertise	750.00 \$	Négocié
Colibri Multimédia	Services informatiques	Rapatriement du site WEB à Montréal	3 245.00 \$	Négocié
Colibri Multimédia	Services informatiques	Adaptation WEB rapport 2001-2004	5 610.00 \$	Négocié
Compugen	Main d'oeuvre informatique	Développement (système parefeu)	13 490.00 \$	Négocié
Compu-tek	Main d'oeuvre informatique	Évaluation - faisabilité base de données	1 071.00 \$	Négocié
Compu-tek	Main d'oeuvre informatique	Réinstallation des postes - assistance	3 749.00 \$	Négocié
Consensus	Développement ressources humaines : harcèlement psychologique	Formation des gestionnaires	1 500.00 \$	Négocié
Courteau, Louis	Traduction français-anglais	Contrat ouvert de 3 ans	782.00 \$	Contrat ouvert
D'Amour, Jean-Marie	Expertise informatique: évaluation pages WEB	Accessibilité aux non-voyants	500.00 \$	Négocié
Déménagement Rimouski	Service et transport - déménagement	Réassignation de Rimouski à Québec	1 715.00 \$	Négocié
Dialog	Banques de données pour fins de recherche	Droit d'accès au serveur	1 300.00 \$	Offre permanente
Drouin, Patrice (Dr)	Expertise médicale: entrevue et témoignage	Audition devant le Tribunal (Contentieux)	6 000.00 \$	Négocié
Durand, Dr Pierre	Expertise médicale	Rapport pour un dossier d'enquête	2 500.00 \$	Négocié
Edicom	Traduction français-anglais	Contrat ouvert de 3 ans	20 856.00 \$	Contrat ouvert
Expert-psy L. Béliveau	Expertise médicale dans un dossier ressources humaines	Rapport d'expertise et témoignage à l'audition	5 900.00 \$	Négocié
Gardner, Christine	Traduction français-anglais	Contrat ouvert de 3 ans	8 537.00 \$	Contrat ouvert
Goldbloom, Dr Victor	Expertise médicale - Dossier du contentieux	Rapport d'expertise	900.00 \$	Négocié
Groupe AZUR	Main d'œuvre informatique : analyse programmation	Développement - Révision des processus	100 800.00 \$	Fournisseur unique
Groupe AZUR	Main d'oeuvre informatique: analyse technique	Développement Révision des processus	22 275.00 \$	Fournisseur unique
Imprimerie GG	Impression : document	Convention collective 2003-2010	2 092.00 \$	Soumissions
<i>Imprimerie Lebonfon</i>				2 290.00 \$
<i>Au point Reprotect</i>				3 166.00 \$
Imprimerie GG	Impression - carton d'invitation Prix D & L		1 214.00 \$	Soumissions
<i>Imprimerie Lebonfon</i>				978.00 \$
<i>Au point Reprotect</i>				1 012.00 \$

Fournisseur	Objet	Résultat	Total	Mode d'octroi
Imprimerie GG	Impression carton d'invitation Prix D & L	Problème d'envoi par Service gouv. Courrier	950.00 \$	Négocié
<i>Au point Reprotect</i>				950.00 \$
Imprimerie Lebonfon	Impression	Dépliant: Prix Droits et Libertés 2006	1 139.52 \$	Négocié
Imprimerie Lebonfon	Impression : brochure et encart	Planification stratégique 2006-2009	1 635.00 \$	Soumissions
<i>Imprimerie GG</i>				2 510.00 \$
Imprimerie Lebonfon	Impression : Rapport	Rapport d'activité et de gestion 2005-2006	2 444.00 \$	Soumissions
<i>Imprimerie GG</i>				3 465.00 \$
<i>Imprimerie Transcontinental</i>				3 547.00 \$
Imprimerie Lebonfon	Impression d'un document	Rapport sur l'homophobie	6 557.00 \$	Soumissions
<i>Imprimerie Transcontinental</i>				7 789.00 \$
<i>Imprimerie GG</i>				11 866.00 \$
Imprimerie Transcontinental	Impression d'un dépliant	"Appelez-nous" (exploitation)	1 609.00 \$	Soumissions
<i>Imprimerie GG</i>				3 231.00 \$
<i>Au point Reprotect</i>				3 545.00 \$
Institut Nazareth et Louis Braille	Expertise pour dossier d'enquête	Avis professionnel - adaptation	900.00 \$	Négocié
Lacoste, Gilles	Conseiller comité de sélection	Conseiller et supporter le comité de sélection	1 700.00 \$	Négocié
Larivière, Gérard	Mandat juridique	Procureur de la Commission (relations de travail)	10 683.00 \$	Mandat juridique
Larivière, Jean-Marie	Mandat juridique	Procureur de la Commission (relations de travail)	675.00 \$	Mandat juridique
Leblanc, Marcel	Conseiller en administration	Planification financière et budgétaire	2 500.00 \$	Négocié
Lecomte, Francois	Mandat d'arbitrage	Intervention dans un dossier d'enquête	2 200.00 \$	Mandat d'arbitrage
Lex Libris	Édition - mémoire (Contentieux)		1 256.00 \$	Négocié
MABA	Conseil stratégique en gestion d'enjeux		2 605.00 \$	Négocié
Moureaux Hauspy, architectes	Services conseil en design et aménagements	Production de plans - projets immobiliers	11 730.00 \$	Contrat ouvert
Optimum Relations publiques	Conseil communications et gestion de crise		4 920.00 \$	Négocié
Papineau, Gabriel	Main d'oeuvre informatique	Assistance technique	298.00 \$	Négocié
Poirier, Nathalie	Expertise médicale (psychologue)	Évaluation et rapport pour intervention enquête	1 531.00 \$	Négocié
Potvin, Caroline	Services conseil en design intérieur		3 150.00 \$	Contrat ouvert
Renaud, Fortier, C.A.	Expertise comptable	Évaluation dans un dossier du contentieux	1 500.00 \$	Négocié
Renaud, Fortier, C.A.	Expertise comptable	Témoignage à la Cour	1 000.00 \$	Négocié
Renaud, Jean	Expertise en sociologie	Rapport et témoignage en Cour	1 000.00 \$	Négocié
Rioux, Benoit	Médiation - conflit de relations de travail	Intervention des ressources humaines	3 842.00 \$	Négocié
Rioux, Dr Gisèle	Expertise médicale	Évaluation et opinion sur dossier d'enquête	1 000.00 \$	Négocié
Sono-video	Main d'oeuvre - installation vidéo conférence		2 631.00 \$	Négocié
Tadros, Chérif (Dr)	Expertise médicale	Évaluation et opinion - enquête	1 000.00 \$	Négocié
Tandem Informatique Inc.	Convention d'utilisation d'un logiciel	Gestion ressources humaines	24 600.00 \$	Fournisseur unique
Placement Télé-Ressources	Service de placement d'employés occasionnels	Remplacement sur base temporaire aux enquêtes	8 800.00 \$	Négocié
Textus	Enquête dans dossier de la Commission	Conduite d'enquête et rapport	2 000.00 \$	Négocié
Villemure, Jocelyn	Expertise psychologique	Évaluation dossier d'adaptation scolaire	1 455.00 \$	Négocié
Villeneuve, Charles Racine	Travaux de peinture	Salles de médiation	1 600.00 \$	Négocié
Waterhouse, Benjamin	Traduction français-anglais	Contrat ouvert de 3 ans	17 489.00 \$	Contrat ouvert
			416 334.52 \$	

G13. Pour la Direction générale du ministère ou pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2006-2007, de chacune des dépenses suivantes :

La photocopie..... 38 139 \$

La téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Blackburry »..... 2 246 \$

Les téléavertisseurs..... 120 \$

Le mobilier de bureau 51 490 \$

Les distributeurs d'eau de source..... 5 586 \$

Le remboursement des frais de transport..... 93 176 \$

Le remboursement des frais d'hébergement 63 957 \$

Le remboursement des frais de repas 76 436 \$

233 569

L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

Au Québec..... 59 909 \$

À l'extérieur du Québec..... 15 477 \$

75 386

5 000 \$ assumé par le MRI

	CDPDJ 2006-2007
Photocopie	38 139 \$
Téléphone cellulaire et coût d'utilisation incluant les Blackburry	2 246 \$
Téléavertisseurs	120 \$
Mobilier de bureau	51 490 \$
Distributeurs d'eau de source	5 586 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas au Québec et à l'extérieur du Québec	233 569 \$
Congrès, colloques et perfectionnement au Québec et à l'extérieur du Québec	75 386 \$
TOTAL	406 536 \$

G7_PQ. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère et pour les organismes, pour l'année 2006-2007, de chacune des dépenses suivantes :

La photocopie.....	38 139 \$	
La téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Blackburry »	2 246 \$	
Les ordinateurs portables	8 067 \$	
Les téléavertisseurs	120 \$	
Le mobilier de bureau.....	51 490 \$	
Les distributeurs d'eau de source	5 586 \$	
Le remboursement des frais de transport.....	93 176 \$	} 233 569
Le remboursement des frais d'hébergement.....	63 957 \$	
Le remboursement des frais de repas.....	76 436 \$	
L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :		
Au Québec.....	59 909 \$	} 75 386
À l'extérieur du Québec.....	15 477 \$	
5 000 \$ assumé par le MRI		

G14. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme

	Cadres	Professionnels/ Professionnelles	Technicien/nés/ Personnel de bureau	Total
Nombre total d'effectifs en place	10	98	59	167 *
Féminin	7 (70%)	59 (60.2%)	54 (91.53%)	120 (71.86%)
Masculin	3 (30%)	39 (39.8%)	5 (8.47%)	47 (28.14%)
Personnes handicapées		1 (1.02%)	2 (3.39%)	3 (1.8%)
Anglophones		4 (4.08%)		4 (2.4%)
Autochtones		2 (2.04%)		2 (1.2%)
Communautés culturelles				
Minorités ethniques		5 (5.1%)	2 (3.39%)	7 (4.19%)
Minorités visibles	1 (10%)	6 (6.12%)	6 (10.17%)	13 (7.78%)
Moins de 35 ans		13 (13.27%)	12 (20.34%)	25 (14.97%)
Plus de 35 ans	10 (100%)	85 (86.73%)	47 (79.66%)	142 (85.03%)

* Ce nombre inclut à la fois le personnel permanent et le personnel occasionnel

* En plus des effectifs permanents en place (146), le présent tableau inclut vingt et une (21) personnes occupant des postes temporaires, soit en remplacement de personnel permanent ou à titre d'employé/e/s surnuméraires ou sur appel. Ces effectifs supplémentaires sont répartis comme suit : personnel professionnel (14); personnel bureau (2); technicien (5). Un total de 156 ETC (voir question G16)

**Programme d'accès à l'égalité de la Commission
des droits de la personne et des droits de la jeunesse**

Date : Le 24 mai 2007

Les résultats

La sous-représentation

Groupes cibles

	Femmes	Minorités visibles	Minorités ethniques	Autochtones	Personnes handicapées	
Cadres	0	0	0	0	0	
Profession/le/s	0	2	0	0	3	
Profession/le/s temporaires	0	0	1	0	0	
Technicien/ne/s	0	0	1	0	0	
Technicien/ne/s temporaires	0	0	0	0	0	
Employé/e/s de bureau (Montréal)	0	1	1	0	1	
Employé/e/s de bureau (Régions)	0	0	0	0	0	
Employé/e/s de bureau (temporaires)	0	0	0	0	0	
Total de la sous-représentation	0	3	3	0	4	= 10

**Programme d'accès à l'égalité de la Commission
des droits de la personne et des droits de la jeunesse**

Date : Le 5 mai 2006

Les résultats

La sous-représentation

Groupes cibles

	Femmes	Minorités visibles	Minorités ethniques	Autochtones	Personnes handicapées	
Cadres	0	0	0	0	0	
Profession/le/s	0	1	0	0	1	
Profession/le/s temporaires	0	0	1	0	0	
Technicien/ne/s	0	0	0	0	0	
Technicien/ne/s temporaires	0	0	1	0	0	
Employé/e/s de bureau (Montréal)	0	2	1	0	1	
Employé/e/s de bureau (Régions)	0	0	0	0	0	
Employé/e/s de bureau (temporaires)	0	0	0	0	0	
Total de la sous-représentation	0	3	3	0	2	= 8

**Programme d'accès à l'égalité de la Commission
des droits de la personne et des droits de la jeunesse**

Date : Le 3 mai 2005

Les résultats

La sous-représentation

Groupes cibles

	Femmes	Minorités visibles	Minorités ethniques	Autochtones	Personnes handicapées	
Cadres	1	0	0	0	0	
Profession/le/s	0	2	2	0	1	
Profession/le/s temporaires	0	1	0	0	0	
Technicien/ne/s	0	0	1	0	0	
Technicien/ne/s temporaires	0	0	0	0	0	
Employé/e/s de bureau (Montréal)	0	2	1	0	1	
Employé/e/s de bureau (Régions)	0	0	0	0	0	
Employé/e/s de bureau (temporaires)	0	0	0	0	0	
Total de la sous-représentation	1	5	4	0	2	= 12

G15. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2006-2007, et ce, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

A) Nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

Ministère	Catégorie	Total
	Professionnels	804.00
	PBTA	431.50
	Ouvriers	0.00
	Cadres	31.00
	Autres catégories	0.00
	Total	1 266.50

B) Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

Ministère	Catégorie	Réalisé	Argent	Vacances
	Professionnels	1 978.00	411.00	205.50
	PBTA	1 386.00	77.00	108.00
	Ouvriers	0.00	0.00	0.00
	Cadres	0.00	0.00	0.00
	Autres catégories	0.00	0.00	0.00
	Total	3 364.00	488.00	313.50

C) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

Ministère	Catégorie	Total
	Professionnels	1 887.00
	PBTA	1 037.50
	Ouvriers	0.00
	Cadres	168.00
	Autres catégories	82.00
	Total	3 174.50

D) Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Ministère	Catégorie	Total
	Professionnels	0.00
	PBTA	0.00
	Ouvriers	0.00
	Cadres	0.00
	Autres catégories	0.00
	Total	0.00

G16. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1^{er} avril 2004 :

Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

État des effectifs permanents de la Commission au 31 mars 2007

	Cadres	Professionnels/ Professionnelles	Techniciens/ Techniciennes	Personnel de bureau	Total
Montréal	9	69	22	18	118
Québec	1	6	2	2	11
Chicoutimi		1		1	2
Gatineau		2		1	3
Longueuil		4		1	5
Rimouski		1		1	2
Saint-Jérôme		4		1	5
Sept-Îles		1	1		2
Sherbrooke		2		1	3
Trois-Rivières		2		1	3
Val-d'Or		1		1	2
Total	10	93	25	28	156

- Les postes de président et vice-président ne sont pas inclus dans le calcul de l'effectif total

- À noter que sur les 156 effectifs permanents, 10 postes sont présentement vacants (voir question G14)

État des effectifs permanents de la Commission au 31 mars 2006

	Cadres	Professionnels/ Professionnelles	Techniciens/ Techniciennes	Personnel de bureau	Total
Montréal	10	71	20	20	121
Québec	0	5	2	1	8
Chicoutimi	0	1	0	1	2
Gatineau	0	2	0	1	3
Longueuil	0	4	0	1	5
Rimouski	0	1	0	1	2
Saint-Jérôme	0	4	0	1	5
Sept-Îles	0	1	0	1	2
Sherbrooke	0	2	0	1	3
Trois-Rivières	0	2	0	1	3
Val d'Or	0	1	0	1	2
TOTAL	10	94	21	31	156

- ❖ Les postes de président et vice-président ne sont pas inclus dans le calcul de l'effectif total.
- ❖ À noter que sur les 156 effectifs permanents, 9 postes sont présentement vacants.

État des effectifs permanents de la Commission au 31 mars 2005

	Cadres	Professionnels/ Professionnelles	Techniciens/ Techniciennes	Personnel de bureau	Total
Montréal	10	66	19	18	113
Québec	--	5	2	2	9
Chicoutimi	--	1	--	1	2
Gatineau	--	2	--	1	3
Longueuil	--	4	--	1	5
Rimouski	--	1	--	1	2
Saint-Jérôme	--	4	--	1	5
Sept-Îles	--	1	--	1	2
Sherbrooke	--	1	--	1	2
Trois-Rivières	--	2	--	1	3
Val d'Or	--	1	--	1	2
TOTAL	10	88	21	29	148

Les postes de président et vice-présidente ne sont pas inclus dans le calcul de l'effectif total.

- ❖ Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - ❖ 2006-2007 8
 - ❖ 2005-2006 5
 - ❖ 2004-2005 5

- ❖ Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - ❖ 2006-2007 2
 - ❖ 2005-2006 2
 - ❖ 2004-2005 3

- ❖ Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - ❖ Voir les tableaux « État des effectifs permanents de la Commission » aux pages 30, 31 et 32

- ❖ Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - ❖ Non disponible

- ❖ Nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

	Cadres	Professionnel/les	Technicien/nés et soutien	Total
Total 2006-2007	3	31	8	42
Total 2005-2006	5	30	9	44
Total 2004-2005	5	30	10	45

G.17 Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail.
-

la superficie inoccupée;

Aucune

les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;

Aucun

Le propriétaire de l'espace loué

Gestion Coulombe

G.17 Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail.
-

la superficie inoccupée;

Aucune

les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;

Aucun

G19. La liste des baux des bureaux d'aide juridique pour les espaces loués autres que la SIQ au 31 mars 2007 :

- ❖ L'emplacement de la location;
- ❖ La superficie du local loué;
- ❖ La superficie réellement occupée;
- ❖ La superficie inoccupée;
- ❖ Le coût de location au mètre carré;
- ❖ Le coût total de ladite location;
- ❖ Les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- ❖ La durée du bail;
- ❖ Le propriétaire et/ou le nom de la firme.

Aucune

G27. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère

- ❖ Nom de la personne;
- ❖ Poste occupé;
- ❖ Salaire;
- ❖ Assignment initiale;
- ❖ Date de l'assignment hors structure;
- ❖ Date de la fin de l'assignment, s'il y a lieu.

Aucun

G28. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- ❖ Assignation initiale;
- ❖ Assignation actuelle;
- ❖ Salaire;
- ❖ Date de fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Aucun

G29. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- ❖ Assignation initiale;
- ❖ Assignation actuelle;
- ❖ Salaire;
- ❖ Date de fin de l'assignation, s'il y a lieu

Aucun

G31. Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)

	2006-2007	
	Nombre d'acquisition	Somme dépensée
Ordinateurs		
Hybride maison montée manuellement à partir de pièces séparées	15	22 619.00 \$
Portables Latitude D610 Pentium	3	8 067.00 \$
Sous-total	18	30 686.00 \$
Imprimantes		
Deskjet HP460C	1	418.00 \$
HPLaserjet 2430DTN	2	2 458.00 \$
Sous-total	3	2 876.00 \$
Moniteurs		
Benq 23in	3	3 503.00 \$
ViewSonic 19in	1	385.00 \$
Sous-total	4	3 888.00 \$
Équipements multimédias		
Sous-total	0	0.00 \$
Télécopieur		
Sous-total	0	0.00 \$
Licences / logiciels / progiciels		
Acronis True image 9.0 Enterprise Serveur	1	1 079.00 \$
Logiciel anti-espionnage	175	989.00 \$
Logiciel de télécopie intégré au courriel	1	1 545.00 \$
Archivage des courriels	280	3 840.00 \$
Logiciel anti-virus	260	4 420.00 \$
Logiciel anti-spam	60	540.00 \$
Logiciel de prise de copies de sécurité	1	2 455.00 \$
Logiciel de virtualisation des serveurs	1	9 272.00 \$
Mise à jour du logiciel de recherche	1	3 296.00 \$
Application anti-usurpation d'identité (anti-spoofing)	1	5 293.00 \$
Logiciels achetés par Internet	21	3 350.00 \$
Microsoft SQL	1	5 407.00 \$
Renouvellement des licences Novell	150	30 668.00 \$
Logiciel Grand Robert Collins	5	657.00 \$
Logiciel Dragon Naturally Speaking	1	217.00 \$
Logiciel de traduction français/anglais	1	207.00 \$
Logiciel de correction bilingue gramaticale	80	3 610.00 \$
Sous-total	1040	76 845.00 \$
Lecteurs/graveurs		
Graveur DVD	6	361.00 \$
Sous-total	6	361.00 \$
Scanners		
Sous-total	0	0.00 \$
Disques		
Disques durs pour les serveurs	7	2 820.00 \$
Sous-total	7	2 820.00 \$

Cartes

Carte vidéo (ATI Radeon)	3	383.00 \$
Carte réseau sans fil	6	630.00 \$
Sous-total	9	1 013.00 \$

Serveurs

Sous-total	0	0.00 \$
-------------------	----------	----------------

Équipements divers / Autres

Équipements de sécurité (parefeu) pour le réseau + pix	1	13 159.00 \$
Connecteurs réseau	2	764.00 \$
Console de gestion des serveurs virtuels	1	6 490.00 \$
Mémoire vive pour serveur	1	1 165.00 \$
Équipements de connectivité réseau (switch)	5	15 141.00 \$
Équipements divers (entretien du parc informatique)		9 109.00 \$
Camera Web Labtec Pro	3	96.00 \$
Sous-total	13	45 924.00 \$

Grand Total : 1 100 164 413.00 \$

G32. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

Type de documents	Fournisseur	Coût (\$)	Description
Accès à l'information et protection de renseignements - Recueil CCH	CCH	658.00 \$	Livre annuel
Accès à l'information et protection des renseignements personnels - santé et services sociaux	CCH	9.00 \$	Recueil
Accès à l'information Express/SOQUIJ	SOQUIJ	52.20 \$	Périodiques
Recueil C.A.I. (Soquij)	SOQUIJ	99.90\$	Livre annuel
Alter Ego- Charte des droits/Wilson & Lafleur (16)	Wilson & Lafleur	À venir – octobre 2007	Livre achat multiple
Alter Ego-Code de procédure civile/Wilson & Lafleur (1)	Wilson & Lafleur	À venir – octobre 2007	Livre achat multiple
Alter Ego Plus (volume relié + 4 m.a.j.)	Wilson & Lafleur	350.00 \$	Recueil
Amnestie international Rapport annuel/Amnestie international	Amnestie	35.00 \$	Livre annuel
Annuaire de jurisprudence (SOQUIJ)	SOQUIJ	252.00 \$	Livre annuel
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec/Wilson & Lafleur (23 édition août ; 2 - édition janvier)	Wilson & Lafleur	1 075.00 \$	Livre achat multiple
L'artère : revue d'information sur le logement	Artère	Gratuit	Périodiques
Les aspects juridiques (La compagnie au Québec, vol. 1)	Wilson & Lafleur	220.00 \$	Recueil
Banque VIXIT/SMA Inc. (en ligne)	SMA	À venir	EN LIGNE
Bulletin Ligue des droits et libertés	Ligue des droits et libertés	Gratuit	Périodiques
Cahiers de droit/Université de Montréal	Ebsco	54.75 \$	Périodiques
Cahiers de recherche sociologique	Ebsco	83.22 \$	Périodiques
Cahiers du 27 juin		À venir	Périodiques
Canada : regard sur le monde		Gratuit	Périodiques
Canadian Human Rights (HRR - en ligne)	Ebsco	976.72 \$	EN LIGNE
Canadian Human Rights Reporter/CHRR	Ebsco	926.38 \$	Périodiques
Canadian Human Rights Reporter-Consolidated index	Ebsco	127.02 \$	Livre annuel
Canadian Labour & Employment Law Journal	Ebsco	À venir	Périodiques
Canadian Labour Arbitration/Brown & Beatty	Canada Law Book	437.64 \$	Recueil
Charte canadienne des droits et libertés/CCH	CCH	580.00 \$	Recueil
Child Abuse Review (édition 2006)	John Wiley	À venir	Périodiques
Child protect'n Law	Carswell	403.75 \$	Recueil

Type de documents	Fournisseur	Coût (\$)	Description
Child Welfare	Child Welfare of Canada	Inclus dans cotisation	Périodiques
Children and the Law /Wilson Children and the law	Butterworth	730.50 \$	Recueil
CCQ Baudouin Renaud (SOQUIJ- en ligne)	SOQUIJ	Payé à l'utilisation : 10\$/par recherche	EN LIGNE
Code civil (19) Wilson & Lafleur	Ebsco	1 424.52 \$	Recueil achat multiple
Code criminel/Wilson & Lafleur (8)	Ebsco	690.03 \$	Recueil achat multiple
Code de procédure civile/Wilson & Lafleur (15)	Ebsco	1 124.62 \$	Recueil achat multiple
Code municipal (1)	Ebsco	67.34 \$	Recueil
Congédiement en droit québécois	Éd. Yvon Blais	249.70 \$	Recueil
La corporation sans but lucratif (2 vols)	Wilson & Lafleur	190.00 \$	Recueil
Currents : race relations	Ebsco	À venir	Périodiques
Défi jeunesse	Centre jeunesse de Montréal - Conseil multidisciplinaire	Gratuit	Périodiques
Discrimination and Law	Thomson Carswell	1 310.15 \$	Recueil
Dominion Law Reports	Centre d'échange	Gratuit	Périodiques
Droit de la famille/CCH	CCH	735.00 \$	Recueil
Droit du travail express	SOQUIJ	475.20 \$	Périodiques
Droits de la personne et les relations de travail (3)	Éditions Yvon Blais	401.40 \$	Recueil
Eastern Door	Eastern Door	62.00 \$	Périodiques
Effectif	Ordre des conseillers en ressources humaines	À venir	Périodiques
En toute équité (Commission de l'équité salariale)		Gratuit	Périodiques
Federal Equity Manual	Thomson Carswell	106.82 \$	Recueil
Flash info	Institut statistique et de rémunération	Gratuit	Périodiques
Formulaire de procédure civile	Wilson & Lafleur	49.95 \$	Recueil
FRAPRU frappe encore	FRAPRU	Gratuit	Périodiques
Gazette des femmes	Ebsco	10.24 \$	Périodiques
Gazette officielle Québec (partie 2)	Publications du Québec	237.00 \$	Périodiques
Grafika	Ebsco	53.66 \$	Périodiques
Guide du pouvoir (2)	Courrier parlementaire	89.90 \$	Livre annuel achat multiple
Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information	Éd. Yvon Blais	140.90 \$	Recueil
Human Rights Law Journal	Ebsco	324.56 \$	Périodiques
Human Rights Quaterly	Ebsco	214.26 \$	Périodiques
Human Rights Watch World Report	Ebsco	44.26 \$	Livre annuel
Index to legal periodicals	Ebsco	710.45 \$	Périodiques

Type de documents	Fournisseur	Coût (\$)	Description
Intégration (OPHQ)	OPHQ	Gratuit	Périodiques
Interculture	Ebsco	À venir	Périodiques
Jeunes contrevenants (annoté) voir Loi système pénal	Éditions juridiques FD		Recueil
Journal du Barreau	Barreau du Québec	Gratuit	Périodiques
Journal of Law & Equality	University of Toronto Faculty of Law	Cessation de parution	Périodiques
Jurisprudence express	SOQUIJ	356.40 \$	Périodiques
Libertas		Gratuit	Périodiques
Loi des compagnies (vol.1: Les aspects juridiques; vol. 2: La corporation sans but lucratif)		410\$	Recueil
Loi sur les services de santé et services sociaux (11)		Achat aux deux ans	Livre achat multiple
Lois cités et villes	Éd. Yvon Blais	89.95 \$	Recueil
Lois du Québec (volume annuel)		275.00 \$	Livre annuel
Lois refondues du Québec (MTL & Qué.)	Publications Québec	847.95 \$	Livre annuel
Loi sur le système de justice pénal (adolescents)	Éditions juridiques FD	90.00 \$	Recueil
Le Monde ouvrier		Gratuit	Périodiques
LuxQuébec (inclus dans Grafika)			Périodiques
National journal of Constitutional Law/Revue nationale du droit constitutionnel		389.75 \$	Périodiques
Options /CEQ		Achat à l'unité selon le thème	Périodiques
PC Magazine Compatibles	Ebsco	132.51 \$	Périodiques
Prévention au travail		Gratuit	Périodiques
Print	Ebsco	65.69 \$	Périodiques
Projets loi publiques (présentation)	Publications St-Laurent (fournisseur)	195.00 \$	Périodiques
Publications Cole (Grand Montréal complet, Rive-Sud, Laurentides, Joliette)	Expédian/Cole	740.95 \$	Livre annuel
Recherches amérindiennes	Recherches amérindiennes	60\$	Périodiques
Recueil des arrêts de la Cour suprême	Ebsco	387.72 \$	Périodiques
Recueil de jurisprudence du Québec	SOQUIJ	218.70 \$	Périodiques
Recueil des décisions de la Cour fédérale	Travaux publics Canada	423.45 \$	Périodiques
Recueil droit de la famille	SOQUIJ	217.35 \$	Périodiques
Recueil politiques de gestion/Publications du Québec (version Internet)	Publications du Québec	Accès par l'intranet gouvernemental	EN LIGNE

Type de documents	Fournisseur	Coût (\$)	Description
REJB (Recueil de jurisprudence du Barreau du Québec) Internet	Éd. Yvon Blais	1 390.00 \$	EN LIGNE
Refllet de société (Journal Itinérant)	Groupe Somitel	54.91 \$	
Relations de travail (2 MTL; QUE) [Code du travail]	CCH	1 566.00 \$	Recueil
Répertoire des municipalités (internet)		Accès par internet	EN LIGNE
Remedies in Labour Employment & Human Rights Law	Thomson Carswell	433.75 \$	Recueil
Revue canadienne droit et société/Canadian Journal of Law and society	Ebsco	95.00 \$	Périodiques
Revue du Barreau canadien (papier et en ligne)	Ebsco	142.35 \$	EN LIGNE
Revue de droit McGill	Ebsco	63.51 \$	Périodiques
Revue de droit	Université de Sherbrooke	51.00 \$	Périodiques
Revue de prévention et règlements des différents	Éd. Yvon Blais	98.95 \$	Périodiques
Revue du Barreau (Barreau du Québec)	Ebsco	143.99 \$	Périodiques
Revue Femmes et droit	Ebsco	À venir	Périodiques
Revue générale de droit	Ebsco	71.18 \$	Périodiques
Revue juridique Thémis	Ebsco	52.56 \$	Périodiques
Revue universelle des droits de l'homme	Ebsco	À venir	Périodiques
Société canadienne et logement (statistiques)		Gratuit	Périodiques
Tableau des lois d'intérêt publique du Canada	Publications gouvernementales	58.95 \$	Livre annuel
Tableau des modifications des règlements du Québec	Publications du Québec	140.00 \$	Périodiques
Tendances sociales canadiennes	Ebsco	Accès par internet	Périodiques
Tribunaux administratifs : règles et législation annotée	Éditions Yvon Blais	80.90 \$	Recueil
Wilson Children & the Law (voir) Children & the Law			
Workplace Equity Guide	CCH	616.00 \$	Recueil
Young Criminal Justice Act	Canada Law Book	À venir	Recueil
TOTAL		23 143.41\$	

G34. Dépenses effectuées en 2006-2007 dans les technologies de l'information

Catégorie	Montant \$
Téléphonie	83 386 \$
Matériel informatique	87 568 \$
Logiciels	76 845 \$
Programmation	209 155 \$
Formation	920 \$
Total	457 874 \$

G43. Les budgets consacrés à la sécurité des ministères et organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2006-2007 et ceux prévus pour 2007-2008

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

	Prévision	
	2006-2007	2007-2008
Siège social : Modernisation système anti-agression	5 696 \$	
Longueuil	368 \$	368 \$
Rimouski	376 \$	376 \$
Saint-Jérôme	300 \$	300 \$
Total :	6 740 \$	1 044 \$

G47. Pour 2006-2007, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Sans objet

G57. Liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organismes en 2006-2007.

Traiteurs	Montants versés
Stash's Café	1 131 \$
Pilon Vandal	1 916 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

**3- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

P3. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2006-2007 indiquer :

- A) La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
- B) La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
- C) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;
- D) Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

A) Voir la liste ci-jointe page suivante

La Commission n'a pas de conseil d'administration. Cependant, en vertu de la Charte (article 58) les membres sont nommés par l'Assemblée nationale et, en vertu de l'article 66 de la Charte, le président est chargé de la direction et de l'administration des affaires de la Commission.

Article 58

« La Commission est composée de treize membres, dont un président et deux vice-présidents. (Disposition sur le nombre de membres non en vigueur). »

Les membres de la Commission sont nommés par l'Assemblée nationale sur proposition du premier ministre. Ces nominations doivent être approuvées par les deux tiers des membres de l'Assemblée. »

Article 66

« Le président est chargé de la direction et de l'administration des affaires de la Commission, dans le cadre des règlements pris pour l'application de la présente Charte. Il peut, par délégation, exercer les pouvoirs de la Commission prévus à l'article 61 aux deuxième et troisième alinéas de l'article 62 et au premier alinéa de l'article 77. »

Il préside les séances de la Commission »

A) Liste du personnel

Personnel permanent

Alexandre	Patrick	Drouin	Josée	Montpetit	Guylaine
Arcand	Marcelle	Dubeau	Josée	Moretti	Pierre
Archambault	Sylvain	Ducharme	Daniel	Morin	Josée
Asselin	Danielle	Duchesne	Paule	Morin	Kateri
Aubut	Françoise	Duguay	Roland	Morin	Michèle
Audet	Monik	Dumaine	Sylvie	Morin	Nicole
Auger	Diane	Dupont	Diane	Morrisette	Louise
Baillargeon	Christian	Dupré	Alphonse	Mutombo	Pascal Kewa
Bak	Elisabeth	Durand	Diane	Nguyen	Thi My Huê
Balaban	Annie	Fiset	Carole	Ouellette	Daniel
Barrette	Marie-Paul	Fournier	Stéphanie	Parr	Nathalie
Bastien	Monik	Fréchette	Gaston	Perreault	Francine
Beaudet	Rock	Frenette	Louis-Marie	Philibert	Élizabeth
Beaudoin	Madeleine	Gagné	Jacinthe	Pontbriand	Julie
Bédard	Hélène	Gagnon	Hélène	Pothier	Nicole
Bélangier	Marc	Gagnon	Jacinthe	Quesnel	Stéphanie
Bergeron	Jean-François	Garon	Muriel	Renaud	Linda
Bernard	Claire	Gasparini	Carla	Renaud	Sylvia
Bernard	Loïc	Gauvin	Mario	Rhéaume	Lina
Bernard	Véronique	Gervais	Jocelyne	Ricard	Johanne
Bilocq	Marc	Girard	Josseline	Robichaud	Danielle
Bisaillon	Francine	Harnois	Jean-Marc	Rochon	Monique
Bitzakidis	Athanassia	Homier	Patrick	Rouleau	Lison
Blais	Michel	Hotte-Cha	Manon	Roy	Claire
Boies	Claude	Huard	Murielle	Sarna	Shirley
Bonenfant	Manon	Icart	Marie-Simone	Saucier	Manon
Bosset	Pierre	Jacob	Hélène	Savoie	Lise
Bouchard	Louise	Jetcheva	Roumiana	Sirois	Louise
Bourdeau	Pierre-Yves	Jette	Pierre	Sorel	Rose-Marie
Bourgeois	Pierrette	Labelle	Suzanne	Soulard	Monique
Bouvrette	Cécile	Laberge	Line	St-Georges	Chantal
Bussièrès	Claude	Laliberté	Lucie	St-Pierre	Sylvie
Carpentier	Daniel	Lambert	Nicole	Sylvestre	Robert
Charbonneau	Micheline	Landry	France	Tanoviceanu	Nicolae Dan
Choquette	Claude	Larose	Isabelle	Tessier	Hélène
Choquette	Lucie	Latour	Gérard	Torres	Alvaro
Chrispin	Diane	Laurin	Anne-Marie	Touchet	Gisèle
Ciesielski	Gabrielle	Lavoie	Denise	Tremblay	Karine
Clément-Major	Lysiane	Lavoie	Francis	Tremblay	Réal
Cossette	Aldé	Leduc	Constance	Turenne	Michèle
Dagenais	Lucie-France	Leduc	Jocelyne	Vachon	Martin
Dallaire	Josée	Lefebvre	Michel	Vizkelety	Béatrice
Decelles	Judith	Légaré	Chantal	Ziane	Chems-Eddine
Deschamps	Guylaine	Léon	Gaëlle		
Desjardins	Esther	Lepage	Pierre		
Desroches	Vivianne	L'Heureux	Ginette		
Dewe	David	Lortie	Monique		
Dionne	Rachel	Lussier	Yves		
Douyon	Marie-Denise	Malenfant	Josée		
Drapeau	Johanne	Marier	Muriel		
Drapeau	Maurice	Marquis	Serge		

Occasionnels

Avila	Ramon	Eid	Paul	Ménilan	Fara
Archambault	Diane	Imbeault	Chantal	Mokarram	Karima
Bénard	Guylaine	Jean-Louis	Carine	Montminy	Karina
Bourgeois	Laurence	Jubinvillè	Anne	Paquette	Lucie
Charlot	François-Christophe	L'Archevêque	Annik	Pelletier	Émilie
Desrosiers	Marie-Claude	Lévesque	Suzie	Truong	Diep
Dufour	Martin	McLaughlin	Joëlle	Vallée	Jean-Sébastien

A) Liste des membres

**LISTE DES MEMBRES DE LA
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

NOM	DATE DE NOMINATION
MAROIS, Pierre (Président).....	13 août 2001
DOWD, Marc-André (Vice-président).....	20 juin 2005
GODIN, Sylvie (Vice-présidente).....	1 ^{er} mai 2006
CHABOT, Louis-Marie (Membre).....	29 novembre 1995
CHÉNIER, François (Membre).....	29 novembre 1995
DOUYON, Emerson (Membre).....	17 juin 1999
DUPLÉ, Nicole (Membre).....	5 août 1996
FOURNIER, Louise (Membre).....	29 novembre 1995
GIROUX, Martial (Membre).....	29 novembre 1995
GRENIER, Danielle (Membre).....	17 juin 1999
MYRE, Jocelyne (Membre).....	29 novembre 1995
RAYMOND, Diane F. (Membre).....	5 août 1996

B) La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;

Aucun

C) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;

GODIN, Sylvie (Vice-présidente)..... 1^{er} mai 2006

D) La liste des membres, allocations, déplacements

CHABOT, Louis-Marie (Membre)29 novembre 1995

Allocation : 0 \$
 Déplacement : 1 000 \$
 Jetons de présence : 0 \$
1 000 \$

CHÉNIER, François (Membre)29 novembre 1995

Allocation : 4 000 \$
 Déplacement : 617 \$
 Jetons de présence : 2 500 \$
7 117 \$

DOUYON, Emerson (Membre) 17 juin 1999

Allocation : 4 000 \$
 Déplacement : 1 105 \$
 Jetons de présence : 4 700 \$
9 805 \$

DOWD, Marc-André (Président par intérim) 7 septembre 2005

Déplacement : 924 \$
 Représentation : 488 \$
1 412 \$

DOWD, Marc-André (Vice-président) 20 juin 2005

Déplacement : 0 \$
 Représentation : 1 979 \$
1 979 \$

DUPLÉ, Nicole (Membre)5 août 1996

Allocation : 4 000 \$
 Déplacement : 1 786 \$
 Jetons de présence : 1 700 \$
6 376 \$

FOURNIER, Louise (Membre)29 novembre 1995

Allocation : 4 000 \$
 Déplacement : 528 \$
 Jetons de présence : 2 800 \$
7 328 \$

GIROUX, Martial (Membre)29 novembre 1995

Allocation : 4 000 \$
 Déplacement : 3 529 \$
 Jetons de présence : 4 600 \$
12 129 \$

GODIN, Sylvie (Vice-présidente) 1^{er} mai 2006

Déplacement : 2 235 \$
Représentation : 1 708 \$
3 943 \$

GRENIER, Danielle (Membre) 17 juin 1999

Allocation : 4 000 \$
Déplacement : 2 898 \$
Jetons de présence : 4 700 \$
10 533 \$

MAROIS, Pierre (Président) 13 août 2001

Déplacement : 323 \$
Représentation : 1 371 \$
1 694 \$

MYRE, Jocelyne (Membre) 29 novembre 1995

Allocation : 4 000 \$
Déplacement : 8 253 \$
Jetons de présence : 5 200 \$
17 453 \$

RAYMOND, Diane F. (Membre) 5 août 1996

Allocation : 4 000 \$
Déplacement : 5 379 \$
Jetons de présence : 1 800 \$
6 887 \$

TOTAUX :

Membres

ALLOCATIONS	DÉPLACEMENTS	JETONS PRÉSENCE
32 000 \$	25 095 \$	32 700 \$
TOTAL : 83 328 \$		



DÉCRET

GOVERNEMENT DU QUÉBEC

NUMÉRO 255-88

CONCERNANT les honoraires des
membres de la Commission des
droits de la personne

24 FEV. 1988

-----0000000000-----

ATTENDU QUE la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chap. C-12) prévoit à l'article 59 que le gouvernement fixe le traitement, les conditions de travail, les honoraires ou les allocations de chacun des membres de la Commission des droits de la personne;

ATTENDU QUE suivant le décret 3111-82 du 21 décembre 1982, les membres de la Commission des droits de la personne reçoivent une allocation annuelle de 4 000 \$ et un jeton de présence de 100 \$ par demi-journée de réunion de la Commission ou d'un de ses comités, pour un maximum de 200 \$ par jour;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier les dispositions régissant les honoraires des membres à temps partiel de cet organisme;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE les membres à temps partiel de la Commission des droits de la personne reçoivent des honoraires annuels de 4 000 \$ et des honoraires de 100 \$ par demi-journée de réunion de la Commission ou d'un de ses comités, à laquelle ils participent, pour un maximum de 200 \$ par jour, à l'exclusion de tout membre qui est un employé régulier à temps plein d'un organisme ou d'une institution du secteur public ou parapublic, y compris une université;

QUE le décret 3111-82 du 21 décembre 1982 soit abrogé.

Le Greffier du Conseil exécutif

Bureau du président

Le 21 février 2007

Madame Danièle Montminy
Sous-ministre
Ministère de la Justice
Édifice Louis-Philippe Pigeon
1200, route de l'Église, 9^e étage
Sainte-Foy (Québec) G1V 4M1

Confidentiel

Objet : Honoraires des membres de la CDPDJ

Madame la Sous-ministre,

Vous trouverez ci-joint copie du décret du **24 février 1988** (numéro 255-88), qui modifie le décret du **21 décembre 1982** (numéro 3111-82), concernant les honoraires des membres de la Commission des droits de la personne.

Le décret 255-88 (adopté avant la fusion avec la Commission de la protection de la jeunesse) ne fait que préciser « l'exclusion de tout membre qui est employé régulier à temps plein d'un organisme ou d'une institution du secteur public ou parapublic, y compris une université ». C'est dire que :

- l'allocation annuelle de 4000 \$, et
 - le jeton de présence de 100 \$ par demi-journée pour un maximum de 200 \$ par jour, décrétés le 21 décembre 1982,
- n'ont jamais été ajustés à la hausse depuis **25 ans** !

Or, depuis, les deux Commissions ont été fusionnées en 1995, le nombre de séances (réunions) de la CDPDJ a augmenté, les dossiers se sont complexifiés (ex. : religion – accommodement raisonnable), les membres doivent consacrer, avant les séances, beaucoup de temps de préparation; il en va ainsi pour leur participation aux travaux des comités Charte et Jeunesse. Récemment, à titre d'exemple, pour un comité des plaintes, les membres ont reçu de nombreux dossiers dans une chemise contenant des rapports d'enquête et des avis juridiques, de près de 700 pages.

Mme Danièle Montminy,
Le 21 février 2007

2

Bref, les membres consacrent, en dehors des heures de séances et de réunions rémunérées, plusieurs heures de travail de préparation non rémunérées et prises sur leur temps libre.

C'est dire leur haute motivation. De plus, sans eux, jamais le boulot actuel ne pourrait être accompli. Avec le soussigné et les deux vice-présidents, ils constituent la CDPDJ chargée de faire respecter les principes de la Charte (loi prépondérante au Québec) la Loi sur la protection de la jeunesse, la Loi sur les programmes d'accès à l'égalité en emploi, récemment amendée pour y ajouter les personnes handicapées.

Il ne me semble pas déraisonnable de demander qu'un nouveau décret soit adopté :

- pour doubler l'allocation annuelle
- et doubler les jetons de présence pour les séances de la CDPDJ ou pour les comités Charte et Jeunesse.

Peut-être désirez-vous en parler avec le Ministre de la Justice, le Secrétaire général et son secrétaire associé, monsieur Marc Lacroix. Aussi, je leur transmets copie confidentielle de la présente.

Assuré que vous apporterez toute l'attention requise à la présente, je vous prie d'agréer, Madame la Sous-ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


Pierre Marois

p.j.

c.c. : M. Yvon Marcoux, Ministre de la Justice
M. Gérard Bibeau, Secrétaire général
M. Marc Lacroix, Secrétaire général associé

P9. Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :

- A) nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;

25 rencontres 10 275 \$

- B) liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;

En vertu de la Loi sur l'accès à l'information, les renseignements demandés à la présente question concernent des personnes physiques et ces renseignements sont de nature confidentielle.

- C) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;

Déplacement.....	3 827 \$
Hébergement.....	2 413 \$
Repas	643 \$
Représentation	5 546 \$
	12 429 \$

- D) liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Voir liste voyages hors Québec (question générale G 4) à la page 19

Question A et B

Pendant à la question B, le Vérificateur général, en vertu de son mandat, a accès à ces informations

Mois	Personnes présentes	Coût
mars-06	100 personnes : Souligner le départ à la retraite Personnel de la Commission	1 420 \$
avr-06	9 personnes : Réunion extraordinaire des membres de la Commission Membres de la Commission	2 295 \$
avr-06	3 personnes : Dîner de travail Personnel de la Commission	243 \$
avr-06	30 personnes : Groupe de travail mixte sur l'homophobie Membres de différents ministères et organismes et personnel de la Commission	531 \$
mai-06	9 personnes : Visite d'une délégation catalogne Personnel de la Commission et délégué de la Catalogne	51 \$
juin-06	19 personnes : Réunion de travail sur le mandat jeunesse Personnel de la Commission	330 \$
juin-06	4 personnes : Dîner de travail Personnel de la Commission	72 \$
août-06	11 personnes : Signature de la convention collective Personnel de la Commission	28 \$
sept-06	5 personnes : Réunion de travail "Vers une politique contre la discrimination" Personnel de la Commission	72 \$
oct-06	9 personnes : Visite de la délégation de la Halde (France) Personnel de la Commission et de la Halde	788 \$
nov-06	28 personnes : Rencontre finale de consultation sur le rapport du groupe de travail sur l'homophobie Membres de différents ministères et organismes et personnel de la Commission	85 \$
déc-06	5 personnes : Réunion spéciale de la Présidence Personnel de la Commission	222 \$
déc-06	13 personnes : Réunion spéciale des gestionnaires - retour du Président Personnel de la Commission	681 \$
déc-06	11 personnes : Réunion spécial de l'équipe de gestion Personnel de la Commission	385 \$
dec 06	80 personnes : Bilan annuel des activités Personnel de la Commission	1 363 \$
dec 06	19 personnes : Étude de cas Personnel de la Commission	255 \$
janv-07	4 personnes : Dîner de travail : examen du budget de la CDPDJ et revue de programme Personnel de la Commission et Administrateur d'état	305 \$
janv-07	3 personnes : Dîner de travail : examen du budget de la CDPDJ et revue de programme Personnel de la Commission	79 \$
janv-07	3 personnes : Dîner de travail : examen du budget de la CDPDJ et revue de programme Personnel de la Commission	117 \$
févr-07	2 personnes : Dîner de travail : examen du budget de la CDPDJ et revue de programme Personnel de la Commission et Administrateur d'état	121 \$
fev 07	13 personnes : Comité consultatif jeunesse Personnel de la Commission et Children's Advocate	228 \$
mars-07	3 personnes : Dîner de travail : révision de dossiers Personnel de la Commission	154 \$
mars-07	3 personnes : Dîner de travail : poursuite de la révision de divers dossiers Personnel de la Commission	89 \$
mars-07	3 personnes : Dîner de travail : poursuite de la révision de divers dossiers Personnel de la Commission	147 \$
mars-07	3 personnes : Dîner de travail : finalisation de la révision de divers dossiers Personnel de la Commission, procureur de la Commission	214 \$
		Total 10 275 \$

PII. Frais de traduction et la liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts

Edicom Canada (François Trottier) : Services de traduction français/anglais
Principalement: correspondance, rapports d'enquête...
Tarif: 0.18\$ / mot (0.25\$ pour urgences)
Contrat ouvert jusqu'au 31 octobre 2008

Liste des documents traduits et coût:

Dossiers d'enquête (4) :	1 553.10 \$
Décisions et résolutions (38)	7 596.30 \$
Correspondance (26)	2 889.16 \$
Rapports d'enquête et exposés factuels (17)	5 233.68 \$
Déclarations et plaintes (1)	650.00 \$
Mémoires et autres documents juridiques (4)	692.72 \$
Autres (formulaire, document, résumé, texte) (6)	<u>2 241 \$</u>
Total	20 856.14 \$

Louis Courteau Services de traduction anglais/français
Principalement: publications
Tarif: 0.21\$ / mot
Contrat ouvert jusqu'au 31 mars 2010

Liste des documents traduits et coût:

Document : Classroom Accommodations	410 \$
Document : No One Deserves This	371 \$
Total	781 \$

Gardner & Waterhouse
(Benjamin Waterhouse et
Christine Gardner)

Services de traduction français/anglais
Principalement: publications
Tarif: 0.22\$ / mot
Contrat ouvert jusqu'au 1er décembre 2007

Liste des documents traduits et coût:

Rapport Nunavik	17 656.00 \$
<i>Recommandations</i>	3 367.00 \$
Questionnaire	538 \$
Texte et communiqué	798 \$
Texte sur l'homophobie (5)	1 794 \$
Exposé factuel	923 \$
Déclaration	96 \$
Dossier d'enquête	488 \$
Document : la place de la religion	264 \$
Capsules	101 \$
	<hr/>
Total	26 026 \$
	<hr/>
Total traduction 2006-2007	47 663 \$

P81. Statistiques sur le nombre et les catégories de plaintes actuellement devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Nombre de plaintes reçues, traitées et acceptées en 2006-2007. Nombre de plaintes devant le Tribunal des droits de la personne. Nombre d'enquêtes initiées par la Commission (Droits de la personne)

P86. Nombre et nature des cas traités et des plaintes reçues à la Commission en 2006-2007. Nombre de cas et de circonstances en vertu desquels la Commission a agi par elle-même (Droits de la jeunesse)

Afin de faciliter la compréhension de l'ensemble des données concernant la protection et la défense des droits de la personne et des droits de la jeunesse, nous avons regroupé les réponses aux questions P81 et P86

Question P81

Au cours de la période s'échelonnant du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a reçu 9612 demandes relativement à son mandat *Charte*. Plusieurs de ces demandes en étaient d'information (environ 60%). De celles-ci, 1080 étaient par ailleurs retenues à titre de demandes d'enquête et ont fait l'objet d'une évaluation plus approfondie quant à leur recevabilité. Ainsi, 377 demandes ont été jugées recevables. Le tableau ci-joint donne la répartition de ces demandes selon le motif auquel font référence les demandes en question.

Secteur Motif	Travail	Logement	Acte juridique/ biens et services	Accès transports et lieux publics	TOTAL 2006-2007	%	2005-2006
Handicap	76	10	19	2	107	27.3%	398
Race/ couleur / origine ethnique nationale	40	19	23	8	90	24.2%	341
Sexe	20	1	5	0	26	7.2%	107
âge	22	13	13	1	49	12.8%	154
Antécédents judiciaires	18	0	0	1	19	4.8%	51
Grossesse	17	1	0	0	18	4.6%	41
Religion	14	1	7	1	23	6.0%	52
État civil	9	0	5	1	15	3.9%	75
Langue	2	0	3	0	5	1.7%	36
Condition sociale	1	10	3	1	15	3.9%	122
Orientation sexuelle	1	1	1	0	3	1.4%	29
Exploitation	0	0	7	0	7	2.2%	115
Convictions politiques	0	0	0	0	0	0%	8
TOTAL	220	56	86	15	377		1529
	55.1%	15.0%	20.0%	4.3%		100.0%	

Les tableaux qui suivent permettent, sur une base annuelle, une comparaison entre les statistiques des dernières années et celles pour la période s'échelonnant du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007. Ils concernent, par bureaux et directions, le nombre de demandes d'enquête reçues, le nombre de dossiers d'enquête ouverts et finalement, le nombre de dossiers déposés auprès des membres de la Commission pour décision.

DEMANDES D'ENQUÊTE CHARTE		Total annuel		
		2006-2007	2005-2006	2004-2005
Charte	Chicoutimi	16	22	31
	Hull	21	72	76
	Québec	66	160	151
	Rimouski	18	28	34
	Sept-Îles	5	5	16
	Sherbrooke	36	73	60
	Trois-Rivières	38	40	71
	Val d'Or	2	37	36
	Direction Québec et bureaux régionaux	202	437	475
	Longueuil	151	220	240
	Montréal	611	716	777
	Saint-Jérôme	116	156	143
	Direction Montréal, Longueuil et Saint-Jérôme	878	1092	1160
	TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE CHARTE	1080	1529	1635

DOSSIERS OUVERTS CHARTE		Total annuel		
		2006-2007	2005-2006	2004-2005
Charte	Chicoutimi	6	16	19
	Hull	9	38	41
	Québec	27	96	93
	Rimouski	13	19	12
	Sept-Îles	4	4	11
	Sherbrooke	17	34	38
	Trois-Rivières	12	18	28
	Val d'Or	1	25	21
	Direction Québec et bureaux régionaux	89	250	263
	Longueuil	58	102	114
	Montréal	175	298	360
	Saint-Jérôme	55	67	80
	Direction Montréal, Longueuil et Saint-Jérôme	288	467	554
	TOTAL DOSSIERS OUVERTS CHARTE	377	717	817

DOSSIERS FERMÉS CHARTE		Total annuel		
		2006-2007	2005-2006	2004-2005
Charte	Chicoutimi	15	26	34
	Hull	28	54	43
	Québec	82	103	151
	Rimouski	10	22	17
	Sept-Îles	9	13	16
	Sherbrooke	36	34	32
	Trois-Rivières	20	33	36
	Val d'Or	24	19	31
	Direction Québec et bureaux régionaux	224	304	360
	Longueuil	106	142	125
	Montréal	300	336	341
	Saint-Jérôme	85	100	110
	Direction Montréal, Longueuil et Saint-Jérôme	491	578	576
	TOTAL DOSSIERS FERMÉS CHARTE	715	882	936

Question P86

Au cours de la période s'échelonnant du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a reçu 2 791 demandes relativement à son mandat Jeunesse. La très grande majorité de ces demandes en étaient d'information. Par ailleurs, 179 étaient retenues à titre de demandes d'enquête et ont fait l'objet d'une évaluation approfondie quant à leur recevabilité

Le tableau qui suit donne la répartition de ces demandes selon le motif d'insatisfaction auquel elles font référence.

Situations	2006-2007	2005-2006
Qualité des services de prise en charge	71	65
Lieu d'hébergement approprié	21	17
Services dans les ressources d'hébergement	32	36
Autres motifs	15	10
Droit de communiquer	9	9
Décision du DPJ	17	25
Délai ou absence de services	6	5
Qualité de l'évaluation	8	16
TOTAL	179	183

La très grande partie de ces demandes, soit 104, ont été traitées dans le cadre de notre projet pilote.

Les tableaux qui suivent permettent, sur une base annuelle, une comparaison entre les statistiques des dernières années et celles pour la période s'échelonnant du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007. Ils concernent, par bureaux et directions, le nombre de demandes d'enquête reçues, le nombre de dossiers d'enquête ouverts et finalement, le nombre de dossiers déposés auprès des membres de la Commission pour décision.

DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE

		Total annuel		
		2006-2007	2005-2006	2004-2005
Jeunesse	Chicoutimi	10	2	2
	Hull	8	11	27
	Québec	19	19	13
	Rimouski	4	15	12
	Sept-Îles	6	17	13
	Sherbrooke	14	10	22
	Trois-Rivières	10	14	20
	Val d'Or	12	36	86
	Direction Québec et bureaux régionaux	83	124	195
	Longueuil	17	13	23
	Montréal	46	42	55
	Saint-Jérôme	33	47	62
	Direction Montréal, Longueuil et Saint-Jérôme	96	102	140
	TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	179	226	335

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

		Total annuel		
		2006-2007	2005-2006	2004-2005
Jeunesse	Chicoutimi	2	0	1
	Hull	2	2	16
	Québec	0	2	3
	Rimouski	0	7	3
	Sept-Îles	2	16	12
	Sherbrooke	6	4	11
	Trois-Rivières	2	4	6
	Val d'Or	2	16	32
	Direction Québec et bureaux régionaux	16	51	84
	Longueuil	2	2	7
	Montréal	5	10	10
	Saint-Jérôme	12	11	39
	Direction Montréal, Longueuil et Saint-Jérôme	19	23	56
	TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	35	74	140

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

		Total annuel		
		2006-2007	2005-2006	2004-2005
Jeunesse	Chicoutimi	3	1	1
	Hull	3	6	8
	Québec	8	3	10
	Rimouski	5	4	8
	Sept-Îles	0	8	12
	Sherbrooke	4	22	25
	Trois-Rivières	4	10	16
	Val d'Or	4	26	31
	Direction Québec et bureaux régionaux	31	80	111
	Longueuil	10	10	26
	Montréal	34	16	14
	Saint-Jérôme	16	39	34
	Direction Montréal, Longueuil et Saint-Jérôme	60	65	74
	TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	91	145	185

P83. Délai moyen de traitement des plaintes 2006-2007

P89. Délai moyen de traitement des plaintes pour 2006-2007

Afin de faciliter la compréhension au niveau de l'évaluation des délais moyens de traitement des demandes et des plaintes concernant les droits de la personne et les droits de la jeunesse, nous avons regroupé les réponses aux questions P83 et P89.

Cela est d'autant plus important que la Commission a réalisé, entre juillet 2006 et mars 2007, un important projet pilote visant à réduire les délais moyens de traitement et à assurer un service plus efficace et de meilleure qualité aux citoyennes et citoyens.

INFORMATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES DÉLAIS MOYENS EN DROITS DE LA PERSONNE ET EN DROITS DE LA JEUNESSE

Les demandes à l'accueil

Le tableau qui suit indique le nombre de toutes les demandes soumises à la Commission et transitant par l'accueil.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007	
	Total	Total	Total	%
Secteur droits de la personne	10 549	10 074	9 612	44 %
Secteur droits de la jeunesse	2 518	2 350	2 791	13 %
Demandes à portée générale	22 481	18 242	9 515	43 %
Total	35 548	30 666	21 918	100 %

Une ventilation des demandes générales, des demandes dans le secteur des droits de la personne ainsi que celles dans le secteur des droits de la Jeunesse, nous permet de constater que pour ce qui est de celles qui nous concernent au premier chef, soit en Charte et en Jeunesse, il n'y a pas eu de diminution. Ce sont par ailleurs les demandes à portée générale qui ont subi une baisse de plus de 45 %, passant de 18 242 à 9 515.

Cela est à notre avis un constat positif établissant que les demandes qui nous sont adressées sont de plus en plus en lien direct avec notre mission et nos responsabilités.

a) Charte

1. Les plaintes en Charte

Des 9 612 demandes, 1 080 ont été considérées par les techniciennes en information comme une plainte et par conséquent, soumises au processus de recevabilité.

Le tableau qui suit donne le comparatif à cet égard avec les deux années antérieures :

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
	Total	Total	Total
Nombre de plaintes Charte	1 635	1 529	1 080

La diminution d'environ 25 % par rapport à l'an dernier, s'explique par la mise en place, par le Projet pilote, d'un traitement des demandes par les techniciennes (encadrées et supportées) plus cohérent et rigoureux. De meilleures explications et des échanges plus poussés évitent le passage d'une demande vers une étape pour, de toute manière, en arriver au même résultat. L'objectif avoué est clairement d'informer le citoyen, le plus rapidement possible dans le continuum de notre processus, de la valeur de sa demande en regard de l'état du droit et du niveau de preuve requis.

2. Dossiers d'enquête ouverts

Des 1 080 plaintes, 377 ont été jugées recevables (37 %) et assignées à un enquêteur avant juillet 2006 ou au Projet pilote à compter de juillet 2006.

Bien que le nombre de plaintes jugées recevables ait diminué de 30 %, il demeure que la proportion entre le nombre de demandes par rapport à celles jugées recevables est resté relativement la même, soit autour de 40 %. Le tableau suivant donne la comparaison des dossiers d'enquête ouverts avec les deux dernières années :

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
	Total	Total	Total
Nombre de dossiers d'enquête ouverts	817	717	377

3. Dossiers fermés

Comme on peut le constater au tableau ci-dessous, le nombre de dossiers fermés a subi une diminution significative. Le travail a beaucoup été investi dans le traitement des dossiers comportant les délais les plus importants, par conséquent des dossiers dont le traitement est plus ardu.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
	Total	Total	Total
Nombre de dossiers d'enquête fermés	936	882	715

L'écart pour les deux dernières années entre le nombre de dossiers ouverts (tableau 2), en comparaison avec celui des dossiers fermés, explique en grande partie la diminution du nombre de dossiers actifs en enquête, comme l'illustre le tableau suivant. Bref, nous constatons une hausse de l'efficacité du service aux citoyens.

4. Dossiers actifs

Le tableau qui suit donne l'aperçu de cette réduction au cours des trois dernières années :

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
	Total	Total	Total
Nombre de dossiers d'enquête actifs	1695	1435	1002

5. Les délais

Alors que nous étions en réduction de nos délais moyens de traitement des dossiers d'enquête, l'année 2004-2005 a vu une nouvelle hausse des délais, tout comme l'année qui a suivi. L'année dernière, le délai moyen de traitement a connu une faible diminution lorsque l'on considère l'ensemble des dossiers :

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
	Total	Total	Total
Délai de traitement (en jours)	505	604	576

Cependant, la Commission a mis en marche une importante opération concernant le traitement des dossiers comportant des délais excédant ceux de la *Déclaration de services aux citoyens*. Dès lors, on peut comprendre qu'en finalisant le traitement de nos plus vieux dossiers, le délai moyen augmente nécessairement. Par ailleurs, comme le démontre le tableau qui suit, lorsque l'on distingue le délai pour les dossiers qualifiés de « prioritaires » par rapport aux dossiers « réguliers », cette diminution est de plus de 3 mois :

	2006-2007		
	Tous dossiers confondus	Dossiers prioritaires	Dossiers réguliers
Délai de traitement (en jours)	576	831	507

b) Jeunesse

1. Les plaintes en Jeunesse

Des 2 791 demandes, 179 ont été considérées par les techniciennes en information comme une demande d'enquête et par conséquent, soumises au processus de recevabilité.

Le tableau qui suit donne le comparatif à cet égard avec les deux années antérieures :

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
	Total	Total	Total
Nombre de plaintes Jeunesse	335	226	179

2. Dossiers d'enquête ouverts

Des 179 demandes, 35 ont fait l'objet d'une ouverture de dossier (19 %) et ont été assignées à un enquêteur avant juillet 2006 ou au Projet pilote à compter de juillet 2006.

Cela constitue une diminution de plus de 50 % par rapport à l'an dernier et de 75 % en comparaison de l'année précédente. Il faut cependant comprendre que depuis juillet 2006, les résultats du Projet pilote pour ce qui est du traitement des dossiers Jeunesse ont eu un impact majeur, notamment dans la référence des dossiers à l'enquête. Comme nous le verrons plus loin, la majorité des demandes sont réglées au cours des étapes préliminaires à celle de l'enquête.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
	Total	Total	Total
Nombre de dossiers d'enquête ouverts	140	74	35

3. Dossiers fermés

Comme on peut le constater au tableau ci-dessous, le nombre de dossiers fermés a aussi subi une diminution significative. Le travail a beaucoup été investi dans le traitement des dossiers comportant les délais les plus importants, par conséquent des dossiers dont le traitement est plus ardu. De plus, une partie importante de ce travail a permis le dépôt de plusieurs dizaines de dossiers au comité des enquêtes de la Commission qui a suivi le 31 mars dernier. Des dossiers fermés qui seront comptabilisés dans le prochain exercice budgétaire.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
	Total	Total	Total
Nombre de dossiers d'enquête fermés	185	145	91

4. Dossiers actifs

Le tableau qui suit donne l'aperçu de cette réduction au cours des trois dernières années :

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
	Total	Total	Total
Nombre de dossiers d'enquête actifs	267	197	199

5. Les délais

Alors que nous étions en réduction de nos délais moyens de traitement des dossiers d'enquête, l'année 2004-2005 a vu une nouvelle hausse de ces délais, tout comme l'année qui a suivi. L'année dernière, le délai moyen de traitement a connu une faible diminution lorsque l'on considère l'ensemble des dossiers :

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
	Total	Total	Total
Délai de traitement (en jours)	743	778	687

Au même titre que pour les dossiers en Charte, lorsque l'on distingue le délai pour les dossiers qualifiés de « prioritaire » des autres dossiers, le délai global est diminué de façon marquée :

	2006-2007		
	Tous dossiers confondus	Dossiers prioritaires	Projet pilote
Délai de traitement (en jours)	687	1 103	100

Le Projet pilote

Au mois de juillet 2006, nous avons expérimenté et évalué, dans le cadre d'un projet pilote, un nouveau modèle de traitement des demandes et des plaintes. Résultat d'une longue démarche, mais d'autant enrichie, ce modèle est d'abord et avant tout axé vers de meilleurs services à la clientèle, particulièrement en regard des délais de traitement des demandes et des plaintes.

L'évaluation étant maintenant terminée, nous sommes en mesure de tracer un portrait des résultats obtenus.

De juillet 2006 au 31 mars 2007, des 4 583 demandes qui touchaient nos responsabilités, 763 demandes en Charte et 104 en Jeunesse étaient soumises à l'étape de la recevabilité. Regardons maintenant le traitement et les résultats relatifs à ces demandes

a) Charte

I. Dossiers traités

Des 763 plaintes, 670 avaient été traitées en date du 31 mars par le Projet pilote. À cette date, 195 (29 %) étaient toujours actives et 295 (44 %) n'avaient pas été jugées recevables. Il faut cependant noter qu'au cours de cette même période :

- 75 dossiers (11 %) ont déjà fait l'objet d'une recommandation de fermeture par l'équipe de l'évaluation préliminaire;
- 83 dossiers (12 %) ont été référés en médiation par l'équipe de l'évaluation préliminaire et que 27 d'entre eux ont déjà fait l'objet d'un règlement entre les parties;
- 78 dossiers (12 %) ont été référés à l'enquête (63 par l'évaluation préliminaire et 15 par la médiation).

De ce résultat, on peut établir la projection annuelle des dossiers transmis aux enquêtes à environ 160 nouvelles enquêtes. Le tableau suivant nous permet de constater l'écart entre ce nombre et celui des deux dernières années :

	2004-2005	2005-2006	2006-2007	Projet pilote
	Total	Total	Total	Projection annuelle
Nombre de dossiers d'enquête ouverts	817	717	377	160

2. Les délais

Chaque étape du nouveau modèle comporte un délai maximum au-delà duquel le dossier doit être transmis à l'étape subséquente. Le délai moyen de chaque étape est inférieur au délai indiqué au départ :

	Délai prescrit	Délai atteint
Recevabilité	30 jours	16 jours
Évaluation préliminaire	60 jours	42 jours
Médiation	90 jours	70 jours

Ce qui a permis de finaliser le traitement d'environ 75 % des nouvelles plaintes reçues depuis juillet 2006 dans un délai moyen de 111 jours :

	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2006-2007
	Total	Total	Tous dossiers confondus	Projet pilote
Délai de traitement (en jours)	505	604	576	111

Cela indique donc une réduction d'environ 80 % du délai moyen de 2005-2006. Certes, ce délai ne vise pas les dossiers référés aux enquêtes puisqu'ils n'ont pas été finalisés dans le cadre du Projet pilote. Par ailleurs, l'objectif est, pour ces dossiers, de réaliser l'enquête dans un délai maximum de 6 à 9 mois; délai qui, additionné à celui écoulé par le Projet pilote, ne dépassera pas celui de la *Déclaration de services aux citoyens* qui est de 15 mois.

De plus, à moyen terme, en réduisant la charge de travail des enquêteurs (dossiers prioritaires, moins de nouveaux dossiers transmis aux enquêtes), l'objectif est de diminuer au maximum le délai de traitement des dossiers où une enquête doit être effectuée.

b) Jeunesse

1. Dossiers traités

Des 104 demandes, toutes avaient été traitées en date du 31 mars par le Projet pilote et 7 (7 %) n'avaient pas été jugées recevables.

Il faut cependant noter qu'au cours de cette même période :

- 97 dossiers ont été référés à l'équipe d'évaluation préliminaire
- 57 dossiers avaient été traités par l'évaluation préliminaire
 - 1 dossier (1 %) a été référé en médiation
 - 1 dossier (1 %) a été référé à la Recherche
 - 8 dossiers (5 %) ont été référés à l'enquête
 - 27 avaient été fermés suite à une intervention
 - 20 ont fait l'objet d'une recommandation de fermeture.
- 40 dossiers étaient toujours actifs.

2. Les délais

Chaque étape du nouveau modèle comporte un délai maximum au-delà duquel le dossier doit être transmis à l'étape subséquente. Le délai moyen de chaque étape est inférieur au délai indiqué au départ :

	Délai prescrit	Délai atteint
Recevabilité	30 jours	8 jours
Évaluation préliminaire	60 jours	42 jours
Médiation	90 jours	0 jours

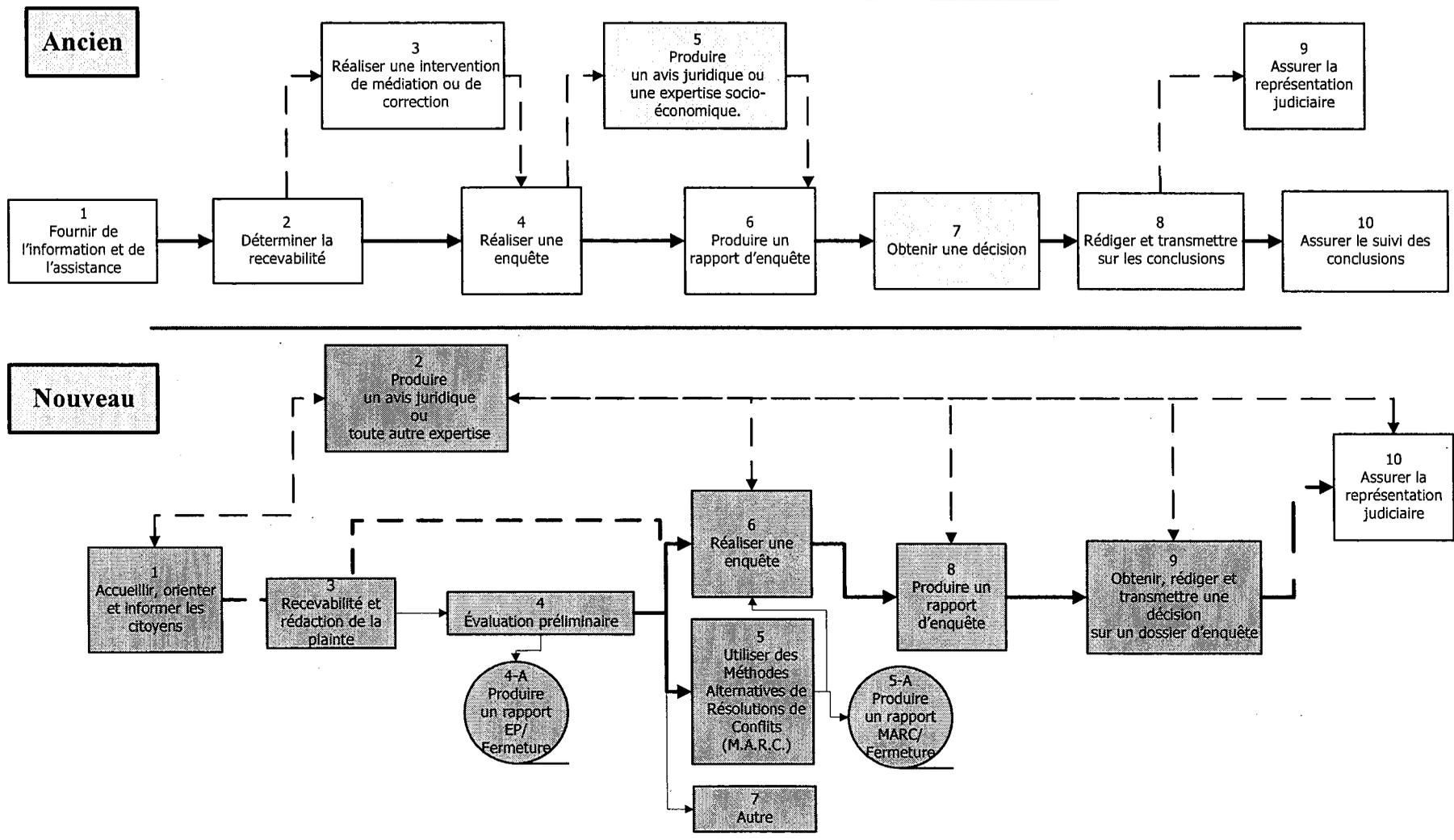
Ce qui a permis de finaliser le traitement de plus 50 % des nouvelles plaintes reçues depuis juillet 2006 dans un délai moyen de 50 jours :

	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2006-2007
	Total	Total	Tous dossiers confondus	Projet pilote
Délai de traitement (en jours)	743	778	687	50

Cela indique donc une réduction d'environ 93 % du délai moyen de 2005-2006. Certes, ce délai ne vise pas les dossiers référés aux enquêtes puisqu'ils n'ont pas été finalisés dans le cadre du Projet pilote. Par ailleurs, l'objectif est, pour ces dossiers, de réaliser l'enquête dans un délai maximum de 3 à 6 mois.

À la page suivante vous trouverez un tableau illustrant le Processus Traiter les demandes et les plaintes selon l'ancien et le nouveau modèle.

**Processus Traiter les demandes et les plaintes
Synthèse**



En résumé :

Délai moyen de traitement des plaintes 2006-2007 (droits de la personne) (Question P83)

Comme nous avons instauré par projet pilote un nouveau modèle de traitement des plaintes et que nous l'avons appliqué aux nouveaux dossiers tout en maintenant l'ancien modèle pour la presque totalité des dossiers déjà actifs, il faut faire une distinction selon le modèle appliqué.

Le tableau ci-dessous indique les délais moyens comparatifs pour les dossiers traités selon notre ancien modèle :

		2004-2005	2005-2006	2006-2007
Charte	Désistements	416	569	441
	Règlements	369	436	613
	Décisions	600	687	626
	Fermetures	505	604	576

Le travail intensif pour finaliser le traitement des dossiers actifs comportant déjà un délai fait en sorte que le délai moyen de traitement de ces dossiers, bien que diminué en regard de la dernière année, reste élevé. Nous avons effectivement dans le cadre d'une opération spécifique, traités plus de 300 dossiers parmi ceux comportant des délais importants.

Par ailleurs, le 2^e tableau indique le délai moyen de traitement des plaintes selon le nouveau modèle mis en place le 12 juillet 2006 et par lequel ont cheminés 670 dossiers :

		2006-2007
Charte	Désistements	110
	Règlements	108
	Décisions	119
	Fermetures	111

On peut constater qu'un peu plus de 80% des 670 dossiers traités depuis la mise en place de notre nouveau modèle de traitement des demandes et des plaintes, l'ont été dans un délai moyen de 111 jours, soit un écart de 80% en moins (465 jours) en regard du délai moyen de traitement de nos dossiers d'enquête courants en Charte.

La diminution de nos délais tenant compte du délai de notre nouvelle façon de traiter nos dossiers et celui de l'année 2005-2006, soit 604 jours, est donc de 493 jours (81%).

En résumé :

Délai moyen de traitement des plaintes pour 2006-2007 (droits de la jeunesse) (Question P89)

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse s'est engagée, au cours des deux dernières années, dans une opération importante relative au traitement en priorité des dossiers d'enquête dont le délai de traitement dépasse celui avancé dans notre *Déclaration de services aux citoyens*.

Ainsi, depuis le début de cette opération, plus de 300 dossiers (*Charte et Jeunesse*) ont été traités par une équipe dédiée à cette opération, et environ deux cents d'entre eux ont été fermés suite à une décision des membres, un règlement entre les parties ou encore un désistement de la partie plaignante.

Il faut noter que le traitement de ces dossiers a eu un impact majeur sur notre indicateur relatif au délai moyen des dossiers fermés au cours de la dernière année.

		2004-2005	2005-2006	2006-2007
Jeunesse	Autres motifs	1091	1035	1137
	Situations corrigées	443	695	611
	Recommandations suivies	800	891	864
	Droits respectés	400	562	610
	Constats de correction	237	182	483
	Fermetures	591	743	778

Il faut par ailleurs noter que 104 des 179 traités l'ont été en fonction du modèle mis de l'avant dans le cadre d'un projet pilote. Il faut constater une diminution plus que significative des délais de traitement des demandes, particulièrement en matière jeunesse.

Ainsi, plus de 60% des demandes ont été traitées et finalisées dans un délai moyen de 50 jours. 30% sont toujours en traitement et environ 10% ont été référés à l'équipe des enquêtes.

P82. Liste des recommandations et/ou avis de la Commission aux ministères et organismes en 2006-2007 et suivi apporté

- | |
|---|
| 1. Suivi en cours |
| 2. Recommandation(s) suivie(s) en tout ou en partie |
| 3. Recommandation(s) non suivie(s) |

Droits de la personne

- Notes de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse devant la Commission des transports et de l'environnement de l'Assemblée nationale à l'occasion des consultations particulières sur le Projet de loi n° 9, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route* 3
 - *Présentation le 31 mai 2006*

- Avis sur l'accès des enfants ayant des limitations fonctionnelles aux services de garde à l'enfance 1
 - *Envoi le 5 juin 2006*
COPHAN
Envoi le 8 juin 2006
Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine

- Lettre 2
Objet : Programme de supplément de loyer d'urgence
 - *Envoi le 28 juin 2006*
Société d'habitation du Québec

- Commentaires sur les voies de développement proposées par la Commission de l'équité salariale dans le cadre des travaux préparatoires à la révision de la *Loi sur l'équité salariale* 1
 - *Envoi le 7 septembre 2006*
Commission de l'équité salariale

- Mémoire sur le document de consultation « Vers une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination » 1
 - *Présentation le 19 septembre 2006*
Commission de la culture

- Lettre 1
Objet : Récentes conclusions du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies concernant le Canada
 - *Envoi le 5 octobre 2006*
Premier Ministre

- | |
|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Suivi en cours 2. Recommandation(s) suivie(s) en tout ou en partie 3. Recommandation(s) non suivie(s) |
|--|

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Lettre | 1 |
| Objet : Scolarisation à l'extérieur du système public | |
| <ul style="list-style-type: none"> - Envoi le 5 octobre 2006 <li style="padding-left: 20px;"><i>Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</i> | |

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Commentaires sur le <i>Projet de règlement d'application de la Loi sur le système correctionnel du Québec (Confidentiel)</i> | 2 |
| <ul style="list-style-type: none"> - Envoi le 18 octobre 2006 <li style="padding-left: 20px;"><i>Ministère de la Justice</i> | |

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Commentaires sur la version préliminaire de la <i>Politique sur l'accès aux services et à l'information gouvernementale pour les personnes handicapées (Confidentiel)</i> | 2 |
| <ul style="list-style-type: none"> - Envoi le 6 novembre 2006 <li style="padding-left: 20px;"><i>Ministère de la Santé et des Services sociaux</i> | |

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Lettre | 2 |
| Objet : <i>Projet de règlement sur les conditions d'obtention d'un certificat de conformité de résidence pour personnes âgées</i> | |
| <ul style="list-style-type: none"> - Envoi le 22 novembre 2006 <li style="padding-left: 20px;"><i>Ministère de la Santé et des Services sociaux</i> | |

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Lettre | 1 |
| Objet : <i>Commentaires relatifs au Protocole d'entente Canada-Québec pour la surveillance de deuxième génération du VIH chez les Canadiens originaires des pays où le VIH est endémique (E-Track)</i> | |
| <ul style="list-style-type: none"> - Envoi le 24 novembre 2006 <li style="padding-left: 20px;"><i>Ministère de la Justice</i> | |

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Lettre | 1 |
| Objet : <i>Projet de loi n° 33, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives</i> | |
| <ul style="list-style-type: none"> - Envoi le 12 janvier 2007 <li style="padding-left: 20px;"><i>Ministère de la Santé et des Services sociaux</i> | |

- | |
|--|
| <ol style="list-style-type: none">1. Suivi en cours2. Recommandation(s) suivie(s) en tout ou en partie3. Recommandation(s) non suivie(s) |
|--|

- Commentaires sur la *Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées* 1
 - Envoi le 29 janvier 2007
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

- Consultation sur l'identification lors du vote des femmes dont le visage est voilé en raison de leur religion 2
 - Envoi le 16 février 2007
Directeur général des élections

- Rapport de consultation du Groupe de travail mixte contre l'homophobie – De l'égalité juridique à l'égalité sociale – Vers une stratégie nationale de lutte contre l'homophobie 1
 - Envoi en mars 2007
Ministère de la Justice

**Évolution du nombre de demandes en provenance de l'extérieur et ayant
donné lieu, après examen par la Direction de la recherche et de la planification,
à la production d'un avis, d'un mémoire ou d'observations**

Provenance de la demande extérieure	2000	2001	2002	2003	2004-2005 (15 mois)	2005-2006	2006-2007
SECTEUR PUBLIC							
▪ Parlementaires							
– Mémoire* présenté sur l'initiative de la Commission	4	5	8	4	5	5	2
– Mémoire* sollicité par les parlementaires	0	5	3	1	2	–	1
▪ Ministères	4	4	4	8	19	12	10
▪ Organismes publics	4	3	2	3	2	2	5
<i>Sous-total</i>	12	17	17	16	28	19	18
SOCIÉTÉ CIVILE	2	2	–	1	3	2	7
TOTAL ANNÉE	14	19	17	17	31	21	25

* Comprend les lettres envoyées à la Commission parlementaire compétente et les observations verbales formulées devant celle-ci sans mémoire.

P84. Liste des entreprises privées, commissions scolaires, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi au 31 mars 2007 et bilan de l'application de la loi sur l'équité en emploi à ce jour

Voir document ci-joint

**ORGANISMES SOUMIS À
LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI
DANS DES ORGANISMES PUBLICS**

Secteurs

Municipalités, éducation, santé et services sociaux, société d'États,
sociétés de transport, Sûreté du Québec

Nombre d'organismes : 487

Mise à jour : 31 mars 2007

**ORGANISMES SOUMIS À
LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI
DANS DES ORGANISMES PUBLICS**

Secteurs

Municipalités, éducation, santé et services sociaux, société d'États,
sociétés de transport, Sûreté du Québec

Nombre d'organismes : 487

Mise à jour : 31 mars 2007

Éducation - Cégeps

RA01 : Bas Saint-Laurent

Cégep de Rimouski
Cégep de Matane
Cégep de La Pocatière
Cégep de Rivière-du-Loup

Total : 4

RA02 : Saguenay-Lac St-Jean

Cégep de Chicoutimi
Cégep de Saint-Félicien
Collège d'Alma
Cégep de Jonquière

Total : 4

RA03 : Québec

Cégep de Sainte-Foy
Collège de Limoilou
Collège François-Xavier-Garneau

Total : 3

RA04 : Mauricie-Bois-Francs

Collège Shawinigan
Cégep de Trois-Rivières

Total : 2

RA05 : Estrie

Cégep de Sherbrooke
Champlain Regional College

Total : 2

RA06 : Montréal

Cégep Marie-Victorin
Collège Ahuntsic
Collège de Maisonneuve
Vanier College
Cégep de Saint-Laurent
Dawson College
John Abbott College
Cégep du Vieux-Montréal
Collège de Rosemont
Collège Gérald-Godin
Cégep André-Laurendeau
Collège de Bois-de-Boulogne

Total : 12

RA07 : Outaouais

Collège de l'Outaouais
Heritage College

Total : 2

RA08 : Abitibi

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

Total : 1

Éducation - Cégeps

RA09 : Côte Nord

Cégep de Baie-Comeau

Cégep de Sept-Îles

Total : 2

RA11 : Gaspésie-Îles de la Madeleine

Cégep de la Gaspésie et des Îles

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

Cégep de Thetford

Cégep de Lévis-Lauzon

Cégep Beauce-Appalaches

Total : 3

RA13 : Laval

Collège Montmorency

Total : 1

RA14 : Lanaudière

Cégep régional de Lanaudière

Total : 1

RA15 : Laurentides

Collège Lionel-Groulx

Cégep de Saint-Jérôme

Total : 2

RA16 : Montérégie

Cégep de Sorel-Tracy

Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

Collège Édouard-Montpetit

Cégep de Granby Haute-Yamaska

Cégep de Saint-Hyacinthe

Collège de Valleyfield

Total : 6

RA17 : Centre-du-Québec

Cégep de Victoriaville

Cégep de Drummondville

Total : 2

Éducation - Collèges privés

RA03 : Québec

Collège Mérici

Campus Notre-Dame-de-Foy

Total : 2

RA04 : Mauricie-Bois-Francs

Collège Laflèche

Total : 1

RA06 : Montréal

Collège André-Grasset

Collège Lasalle

Collège Marianopolis

Total : 3

Éducation - Commissions scolaires

RA01 : Bas Saint-Laurent

Commission scolaire des Monts-et-Marées
Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup
Commission scolaire des Phares
Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs

Total : 4

RA02 : Saguenay-Lac St-Jean

Commission scolaire des Rives-du-Saguenay
Commission scolaire du Lac-Saint-Jean
Commission scolaire du Pays-des-Bleuets
Commission scolaire de la Jonquière

Total : 4

RA03 : Québec

Commission scolaire de Portneuf
Commission scolaire de la Capitale
Commission scolaire Central Québec
Commission scolaire des Premières-Seigneuries
Commission scolaire des Découvreurs
Commission scolaire de Charlevoix

Total : 6

RA04 : Mauricie-Bois-Francs

Commission scolaire du Chemin-du-Roy
Commission scolaire de l'Énergie

Total : 2

RA05 : Estrie

Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke
Commission scolaire des Hauts-Cantons
Commission scolaire des Sommets
Commission scolaire Eastern Townships

Total : 4

RA06 : Montréal

Commission scolaire Lester-B.-Pearson
Commission scolaire English-Montréal
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
Commission scolaire de Montréal

Total : 5

RA07 : Outaouais

Commission scolaire des Draveurs
Commission scolaire Western Québec
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais
Commission scolaire au Coeur-des-Vallées

Total : 5

Éducation - Commissions scolaires

RA08 : Abitibi

Commission scolaire de Rouyn-Noranda
Commission scolaire du Lac-Abitibi
Commission scolaire du Lac-Témiscamingue
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois
Commission scolaire Harricana

Total : 5

RA09 : Côte Nord

Commission scolaire de l'Estuaire
Commission scolaire du Fer
Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord
Commission scolaire du Littoral

Total : 4

RA10 : Nord-du-Québec

Commission scolaire de la Baie James

Total : 1

RA11 : Gaspésie-Îles de la Madeleine

Commission scolaire René-Lévesque
Commission scolaire des Îles
Commission scolaire des Chics-Chocs
Commission scolaire Eastern Shores

Total : 4

RA12 : Chaudière-Appalaches

Commission scolaire de la Beauce-Etchemin
Commission scolaire de la Côte-du-Sud
Commission scolaire des Navigateurs
Commission scolaire des Appalaches

Total : 4

RA13 : Laval

Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier
Commission scolaire de Laval

Total : 2

RA14 : Lanaudière

Commission scolaire des Affluents
Commission scolaire des Samares

Total : 2

RA15 : Laurentides

Commission scolaire des Laurentides
Commission scolaire Pierre-Neveu
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord
Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles

Total : 4

Éducation - Commissions scolaires

RA16 : Montérégie

Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands
Commission scolaire Marie-Victorin
Commission scolaire des Hautes-Rivières
Commission scolaire des Trois-Lacs
Commission scolaire du Val-des-Cerfs
Commission scolaire Riverside
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe
Commission scolaire des Patriotes
Commission scolaire de Sorel-Tracy
Commission scolaire New Frontiers

Total : 11

RA17 : Centre-du-Québec

Commission scolaire des Chênes
Commission scolaire de la Riveraine
Commission scolaire des Bois-Francs

Total : 3

Éducation - Universités

RA01 : Bas Saint-Laurent

Université du Québec à Rimouski

Total : 1

RA02 : Saguenay-Lac St-Jean

Université du Québec à Chicoutimi

Total : 1

RA03 : Québec

École nationale d'administration publique
Télé-université
Université du Québec (siège social)
Institut national de la recherche scientifique
Université Laval

Total : 5

RA04 : Mauricie-Bois-Francs

Université du Québec à Trois-Rivières

Total : 1

RA05 : Estrie

Université de Sherbrooke
Université Bishop's

Total : 2

Éducation - Universités

RA06 : Montréal

École Polytechnique de Montréal
Université du Québec à Montréal
Université Concordia
École des Hautes Études Commerciales de Montréal
École de technologie supérieure
Université de Montréal
Université McGill

Total : 7

RA07 : Outaouais

Université du Québec en Outaouais

Total : 1

RA08 : Abitibi

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Total : 1

Inst. d'enseignement privées prim-sec

RA03 : Québec

Collège Saint-Charles-Garnier
Le Petit Séminaire de Québec
Séminaire Saint-François
Collège Jésus-Marie de Sillery

Total : 4

RA05 : Estrie

Séminaire de Sherbrooke

Total : 1

RA06 : Montréal

Talmud Torahs Unis de Montréal Inc.
École Marie-Clarac
Académie Solomon Schechter
Collège Jean-De-Brébeuf
Collège Notre-Dame du Sacré-Cœur
École Peter Hall inc.
Collège Charlemagne inc.
École Vanguard Québec Itée
Collège Marie de France
Lower Canada College
Villa Maria
Collège Mont-Saint-Louis
Collège Stanislas
Collège Regina Assumpta
Collège Sainte-Marcelline
École Selwyn House
Les Écoles juives populaires et les Écoles Peretz

Total : 17

Inst. d'enseignement privées prim-sec

RA12 : Chaudière-Appalaches

Collège de Lévis

Total : 1

RA13 : Laval

Collège Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière

Collège de l'Assomption

Collège Saint-Sacrement

Total : 2

RA15 : Laurentides

Académie Lafontaine

Académie Sainte-Thérèse

Total : 2

RA16 : Montérégie

Collège Durocher Saint-Lambert

Collège Bourget

Collège Jean de-la-Mennais

Collège Charles-Lemoyne

Total : 4

Municipalités

RA01 : Bas Saint-Laurent

Ville de Rivière-du-Loup

Ville de Rimouski

Total : 2

RA02 : Saguenay-Lac St-Jean

Ville d'Alma

Ville de Saguenay

Total : 2

RA03 : Québec

Ville de Québec

Total : 1

RA04 : Mauricie-Bois-Francs

Ville de Shawinigan

Ville de Trois-Rivières

Total : 2

RA05 : Estrie

Ville de Magog

Ville de Sherbrooke

Total : 2

Municipalités

RA06 : Montréal

Ville de Beaconsfield
Ville de Montréal-Ouest
Ville de Kirkland
Ville de Pointe-Claire
Ville de Montréal
Ville de Dollard-des-Ormeaux
Ville de Côte-Saint-Luc
Ville de Dorval
Ville de Mont-Royal
Ville de Westmount

Total : 10

RA07 : Outaouais

Ville de Gatineau

Total : 1

RA08 : Abitibi

Ville d'Amos
Ville de Rouyn-Noranda
Ville de Val-d'Or

Total : 3

RA09 : Côte Nord

Ville de Baie-Comeau
Ville de Sept-Îles

Total : 2

RA12 : Chaudière-Appalaches

Ville de Saint-Georges
Ville de Lévis
Ville de Thetford Mines

Total : 3

RA13 : Laval

Ville de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière

Ville de Joliette
Ville de Repentigny
Ville de Mascouche
Ville de Terrebonne

Total : 4

RA15 : Laurentides

Ville de Sainte-Thérèse
Ville de Mont-Laurier
Ville de Boisbriand
Ville de Saint-Eustache
Ville de Blainville
Ville de Saint-Jérôme
Ville de Deux-Montagnes

Total : 7

Municipalités

RA16 : Montérégie

Ville de Châteauguay
Ville de Vaudreuil-Dorion
Ville de Brossard
Ville de Saint-Lambert
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Ville de Sorel-Tracy
Ville de Granby
Ville de Longueuil
Ville de Boucherville
Ville de Saint-Bruno
Ville de Saint-Hyacinthe
Ville de Sainte-Julie
Ville de Chambly

Total : 14

RA17 : Centre-du-Québec

Ville de Victoriaville
Ville de Drummondville

Total : 2

Santé - Agences SSS

RA01 : Bas Saint-Laurent

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Total : 1

RA02 : Saguenay-Lac St-Jean

Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Total : 1

RA03 : Québec

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Total : 1

RA04 : Mauricie-Bois-Francs

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Total : 1

RA05 : Estrie

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Total : 1

RA06 : Montréal

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Total : 1

Santé - Agences SSS

RA07 : Outaouais

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Total : 1

RA13 : Laval

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Total : 1

RA15 : Laurentides

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Total : 1

RA16 : Montérégie

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Total : 1

Santé - Centre de santé

RA06 : Montréal

Clinique communautaire de Pointe St-Charles
Le Centre Dollard-Cormier

Total : 2

Santé - Centres de réadaptation

RA01 : Bas Saint-Laurent

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Bas-Saint-Laurent

Total : 1

RA02 : Saguenay-Lac St-Jean

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Saguenay-Lac-St-Jean

Total : 1

RA03 : Québec

Institut de réadaptation en déficience physique de Québec
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle Ile de Québec

Total : 2

RA04 : Mauricie-Bois-Francs

Centre de serv. en défic. Intellect. Mauricie/Centre-du-Québec
Centre de réadaptation Interval

Total : 2

Santé - Centres de réadaptation

RA05 : Estrie

Centre Notre-Dame de l'Enfant(Sherbrooke) Inc.
Centre d'accueil Dixville Inc.
Centre de réadaptation Estrie Inc.

Total : 3

RA06 : Montréal

Centre d'accueil le Programme de Portage inc.
Centre de réadaptation de l'Ouest de Montréal
Centre de réadaptation Gabrielle-Major
Institut Raymond-Dewar
Villa Médica Inc.
La Corporation du Centre de réadaptation Lucie-Bruneau
Centre de réadaptation Constance-Lethbridge
Services de réadaptation L'Intégrale
Centre de réadaptation Lisette-Dupras
Centre de réadaptation MAB-Mackay
L'Institut de réadaptation de Montréal

Total : 11

RA07 : Outaouais

Centre régional de réadaptation La Ressource
Pavillon du Parc Inc.

Total : 2

RA08 : Abitibi

Centre de réadaptation la Maison

Total : 1

RA09 : Côte Nord

Centre de protection et de réadaptation de la Côte-Nord

Total : 1

RA11 : Gaspésie-Îles de la Madeleine

Le Centre de réadaptation de la Gaspésie

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

Centre de réadaptation en déficience physique Chaudière-Appalaches
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle (CRDI) Chaudière-Appalaches

Total : 2

RA13 : Laval

Centre de réadaptation Normand-Laramée
Hôpital juif de réadaptation

Total : 2

RA14 : Lanaudière

Centre de réadaptation le Bouclier
Centre de réadaptation la Myriade

Total : 2

RA15 : Laurentides

Centre du Florès

Total : 1

Santé - Centres de réadaptation

RA16 : Montérégie

Les services de réadaptation du Sud-Ouest et du Renfort
Institut Nazareth et Louis-Braille
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle Montérégie-Est
Centre montérégien de réadaptation

Total : 4

Santé - Centres hospitaliers

RA03 : Québec

Hôpital Jeffery Hale
Hôpital Laval
Centre hospitalier universitaire de Québec
Centre hospitalier affilié universitaire de Québec
Centre hospitalier Robert-Giffard
Hôpital Ste-Monique Inc.

Total : 6

RA04 : Mauricie-Bois-Francs

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières

Total : 1

RA05 : Estrie

Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Total : 1

RA06 : Montréal

Institut Philippe-Pinel de Montréal
La Corporation du Centre hospitalier Gériatrique Maimonides
L'Hôpital de réadaptation Lindsay
Hôpital Catherine Booth de l'Armée du Salut
L'Hôpital Chinois de Montréal (1963)
Hôpital Maisonneuve-Rosemont
Hôpital Mont-Sinai
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal
Centre hospitalier de l'Université de Montréal
Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine
Hôpital Shriners pour enfants (Québec) inc.
Institut de cardiologie de Montréal
Institut universitaire de gériatrie de Montréal
L'Hôpital Général Juif Sir Mortimer B. Davis
Hôpital Douglas
Centre universitaire de santé McGill
Hôpital Louis-H. Lafontaine
Hôpital Marie-Clarac des Sœurs de Charité de Ste-Marie (1995) Inc.
Hôpital Rivière-des-Prairies
Centre hospitalier de St-Mary
Hôpital Santa Cabrini

Total : 21

Santé - Centres hospitaliers

RA07 : Outaouais

La Corporation du centre hospitalier Pierre-Janet

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

Centre hospitalier de l'Assomption (St-Georges de Beauce) Inc.
Hotel-Dieu de Lévis

Total : 2

RA16 : Montérégie

Hôpital Charles-LeMoine

Total : 1

Santé - Centres jeunesse

RA01 : Bas Saint-Laurent

Centre jeunesse du Bas-Saint-Laurent

Total : 1

RA02 : Saguenay-Lac St-Jean

Les Centres jeunesse du Saguenay/Lac-Saint-Jean

Total : 1

RA03 : Québec

Centre jeunesse de Québec

Total : 1

RA04 : Mauricie-Bois-Francs

Les Centres jeunesse de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Total : 1

RA05 : Estrie

Centre jeunesse de l'Estrie

Total : 1

RA06 : Montréal

Les Centres jeunesse de Montréal
Les Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw

Total : 2

RA07 : Outaouais

Les Centres jeunesse de l'Outaouais

Total : 1

RA08 : Abitibi

Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue (C.J.A.T.)

Total : 1

RA11 : Gaspésie-Îles de la Madeleine

Centre jeunesse Gaspésie/Les Îles

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

Les Centres jeunesse Chaudière-Appalaches

Total : 1

Santé - Centres jeunesse

RA13 : Laval

Centre jeunesse de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière

Les Centres jeunesse de Lanaudière

Total : 1

RA15 : Laurentides

Centre Jeunesse des Laurentides

Total : 1

RA16 : Montérégie

Les Centres jeunesse de la Montérégie

Total : 1

Santé - CLSC - CHSLD

RA03 : Québec

Centre d'hébergement St-Jean-Eudes Inc.

Saint Brigid's Home Inc.

Jardins du Haut Saint-Laurent (1992) Inc.

Total : 3

RA06 : Montréal

Centre d'hébergement Vincenzo-Navarro Inc.

Groupe Champlain Inc.

CHSLD Bourget Inc.

Château Westmount Inc.

Résidence Angelica

CHSLD Providence Notre-Dame de Lourdes Inc.

Centre le Cardinal Inc.

Groupe Roy Santé Inc.

Centre d'hébergement et de soins de longue durée de St-Andrew-de-Father-Dowd-et-de-St-Margaret

CHSLD juif de Montréal

C.H.S.L.D. Bayview Inc.

Centre d'hébergement Chartwell Inc.

Les résidences montréalaises de l'Église unie pour personnes âgées

Centre d'hébergement et de soins de longue durée Gouin inc.

Petites Sœurs des Pauvres

Résidence Berthiaume-Du Tremblay

Centre de soins prolongés Grace Dart

Centre Miriam

VIGI Santé Ltée

Institut Canadien-Polonais du Bien-être Inc.

Total : 20

RA08 : Abitibi

Clair Foyer Inc.

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

CHSLD Chanoine-Audet

Centre d'accueil Saint-Joseph de Lévis Inc.

Total : 2

Santé - CLSC - CHSLD

RA13 : Laval

Santé Courville Inc.
CHSLD St-Jude Inc.
Manoir St-Patrice Inc.

Total : 3

RA14 : Lanaudière

CHSLD de la Côte boisée Inc.
Centre d'hébergement et de soins de longue durée Heather Inc.

Total : 2

RA15 : Laurentides

Pavillon Ste-Marie Inc.
9040-9764 Québec inc.

Total : 2

RA16 : Montérégie

Centre d'accueil Marcelle Ferron inc.
Centre d'hébergement C.P.L. Argyle Inc. (Résidence du Parc)

Total : 2

Santé - CSSS

RA01 : Bas Saint-Laurent

Centre de santé et de services sociaux de Matane
Centre de santé et de services sociaux de Kamouraska
Centre de santé et de services sociaux de la Matapédia
Centre de santé et de services sociaux de Témiscouata
Centre de santé et de services sociaux de Rivière-du-Loup
Centre de santé et des services sociaux de Rimouski-Neigette
Centre de santé et de services sociaux de la Mitis
Centre de santé et de services sociaux des Basques

Total : 8

RA02 : Saguenay-Lac St-Jean

Centre de santé et de services sociaux Cléophas-Claveau
Centre de santé et de services sociaux Maria-Chapdelaine
Centre de santé et de services sociaux de Jonquière
Centre de santé et de services sociaux Domaine-du-Roy
Centre de santé et de services sociaux de Chicoutimi
Centre de santé et de services sociaux de Lac-Saint-Jean-Est

Total : 6

RA03 : Québec

Centre de santé et de services sociaux de Charlevoix
Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale
Centre de santé et de services sociaux de Québec-Nord
Centre de santé et de services sociaux de Portneuf

Total : 4

RA04 : Mauricie-Bois-Francs

Centre de santé et de services sociaux d'Arthabaska-Érable
Centre de santé et de services sociaux de Maskinongé
Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice
Centre de santé et de services sociaux de Trois-Rivières
Centre de santé et de services sociaux de Bécancour-Nicolet-Yamaska
Centre de santé et de services sociaux Drummond
Centre de santé et de services sociaux de l'Énergie
Centre de santé et de services sociaux de la Vallée-de-la-Bastican

Total : 8

RA05 : Estrie

Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-François
Centre de santé et de services sociaux de la MRC-de-Coaticook
Centre de santé et de services sociaux du Granit
Centre de santé et des services sociaux - Institut Universitaire de gériatrie de Sherbrooke
Centre de santé et de services sociaux de Memphrémagog
Centre de santé et de services sociaux du Val-Saint-François
Centre de santé et de services sociaux des Sources

Total : 7

RA06 : Montréal

Centre de santé et de services sociaux de Dorval-Lachine-LaSalle
Centre de santé et de services sociaux du Coeur-de-l'Île
Centre de santé et de services sociaux du Sud-Ouest - Verdun
Centre de santé et de services sociaux Jeanne-Mance
Centre de santé et de services sociaux d'Achunsiac et Montréal-Nord
Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale
Centre de santé et de services sociaux de Saint-Léonard et Saint-Michel
Centre de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île
Centre de santé et de services sociaux de Bordeaux-Cartierville - Saint-Laurent
Centre de santé et de services sociaux de la Pointe-de-l'Île
Centre de santé et de services sociaux Cavendish
Centre de santé et de services sociaux de la Montagne

Total : 12

RA07 : Outaouais

Centre de santé et de services sociaux du Pontiac
Centre de santé et de services sociaux des Collines
Centre de santé et de services sociaux de Gatineau
Centre de santé et de services sociaux de la Vallée-de-la Gatineau
Centre de santé et de services sociaux de Papineau

Total : 5

RA08 : Abitibi

Centre de santé et de services sociaux de la Vallée-de-l'Or
Centre de santé et de services sociaux les Eskers de l'Abitibi
Centre de santé et de services sociaux des Aurores-Boréales
Centre de santé et de services sociaux de Rouyn-Noranda
Centre de santé et de services sociaux du Lac-Témiscamingue

Total : 5

RA09 : Côte Nord

Centre de santé et de services sociaux de Port-Cartier
Centre de santé et de services sociaux de Manicouagan
Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Côte-Nord
Centre de santé et de services sociaux de la Basse-Côte-Nord
Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles
Centre de santé et de services sociaux de la Minganie

Total : 6

RA10 : Nord-du-Québec

Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James

Total : 1

RA11 : Gaspésie-Îles de la Madeleine

Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Gaspésie
Centre de santé et de services sociaux de la Baie-des-Chaleurs
Centre de santé et de services sociaux du Rocher-Percé
Centre de santé et de services sociaux de la Côte-de-Gaspé
Centre de santé et de services sociaux des Îles

Total : 5

RA12 : Chaudière-Appalaches

Centre de santé et de services sociaux de Montmagny-L'Islet
Centre de santé et de services sociaux du Grand Littoral
Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford
Centre de santé et de services sociaux de Beauce
Centre de santé et de services sociaux des Etchemins

Total : 5

RA13 : Laval

Centre de santé et de services sociaux de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière

Centre de santé et de services sociaux du Sud de Lanaudière
Centre de santé et de services sociaux du Nord de Lanaudière

Total : 2

RA15 : Laurentides

Centre de santé et de services sociaux du Lac-Des-Deux-Montagnes
Centre de santé et de services sociaux de Saint-Jérôme
Centre de santé et de services sociaux d'Argenteuil

Centre de santé et de services sociaux des Sommets
Centre de santé et de services sociaux de Thérèse-De-Blainville
Centre de santé et de services sociaux d'Antoine-Labelle
Centre de santé et de services sociaux des Pays-D'en-Haut

Total : 7

RA16 : Montérégie

Centre de santé et de services sociaux de Sorel-Tracy
Centre de santé et de services sociaux du Suroît
Centre de santé et de services sociaux de Vaudreuil-Soulanges
Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska
Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu - Rouville
Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Laurent
Centre de santé et de services sociaux Champlain
Centre de santé et de services sociaux Richelieu-Yamaska

RA16 : Montérégie

Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher
Centre de santé et de services sociaux la Pommeraie
Centre de santé et de services sociaux Jardins-Roussillon

Total : 11

Sociétés de transport

RA02 : Saguenay-Lac St-Jean

Société de transport du Saguenay

Total : 1

RA03 : Québec

Société de transport de Québec

Total : 1

RA05 : Estrie

Société de transport de Sherbrooke

Total : 1

RA06 : Montréal

Société de transport de Montréal

Total : 1

RA13 : Laval

Société de transport de Laval

Total : 1

RA16 : Montérégie

Réseau de transport de Longueuil

Total : 1

Sociétés d'état

RA03 : Québec

Institut national de santé publique du Québec
Musée national des beaux arts du Québec
Société des établissements de plein-air du Québec
Centre de recherche industrielle du Québec
Autorité des marchés financiers
Musée de la civilisation
Société des traversiers du Québec
Société immobilière du Québec

Total : 8

Sociétés d'état

RA06 : Montréal

Société des loteries du Québec
Commission de la construction du Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Hydro-Québec

Société de la Place des arts de Montréal
Société générale de financement du Québec
Investissement Québec

Caisse de dépôt et de placement du Québec
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Héma-Québec

Régie des installations olympiques
Société des alcools du Québec
Corporation d'Urgences-Santé de la région Montréal métropolitain
Société de télédiffusion du Québec

Total : 14

RA17 : Centre-du-Québec

École nationale de police du Québec

Total : 1

Sûreté du Québec

RA06 : Montréal

Quartier général - Sûreté du Québec

Total : 1

Grand total : 487

LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

État de situation des organismes
au 31 mars 2007

Il y a **487** organismes qui sont visés par la Loi. De ce nombre, **226** se retrouvent dans le réseau de la Santé et des Services sociaux, qui a fait l'objet d'une importante restructuration nécessitant le développement d'une nouvelle stratégie d'implantation des programmes d'accès à l'égalité en collaboration étroite avec le réseau.

À l'exclusion des **226** organismes de la Santé et des Services sociaux, **261** organismes sont soumis à la Loi dans les divers autres réseaux.

État global de la situation pour 261 organismes visés par la Loi	261	100 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
	248	95 %	ont reçu l'avis d'élaboration
	233	89 %	ont élaboré un programme d'accès à l'égalité
	194	74 %	implantent un programme d'accès à l'égalité

▪ ÉTAPES DE RÉALISATION DÉFINIES DANS LA LOI

Analyse des effectifs : les organismes procèdent à l'analyse de leurs effectifs afin que soit déterminé, pour chaque emploi, le nombre de personnes faisant partie de chacun des groupes visés. Ils indiquent également pour chaque emploi, les informations sur les compétences et l'expérience requises ainsi que la zone appropriée de recrutement de l'organisme.

Avis d'élaboration : la Commission effectue les travaux de comparaison entre les données de l'organisme et celles du marché du travail et des bassins de compétence afin d'identifier la sous représentation des divers groupes visés dans des regroupements d'emplois. Elle identifie les objectifs du programme d'accès à l'égalité et les transmet à chacun des organismes.

Les organismes élaborent un programme qui doit comprendre notamment :

- une analyse du système d'emploi;
- les objectifs quantitatifs;
- des mesures de redressement temporaires;
- des mesures d'égalité de chances et des mesures de soutien;
- un échéancier

La Commission vérifie la teneur des programmes élaborés pour s'assurer de leur conformité aux exigences de la Loi. À tous les trois ans, les organismes devront faire rapport à la Commission sur l'implantation de leur programme ou sur le maintien de la représentation des groupes visés.

État détaillé de la situation

CÉGEPS	48	100 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
Total : 48	48	100 %	ont reçu l'avis d'élaboration
	48	100 %	ont élaboré un programme d'accès à l'égalité
	43	90 %	implantent un programme d'accès à l'égalité
COLLÈGES PRIVÉS	6	100 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
Total : 6	6	100 %	ont reçu l'avis d'élaboration
	6	100 %	ont élaboré un programme d'accès à l'égalité
	6	100 %	implantent un programme d'accès à l'égalité
COMMISSIONS SCOLAIRES	70	100 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
Total : 70	70	100 %	ont reçu l'avis d'élaboration
	70	100 %	ont élaboré un programme d'accès à l'égalité
	64	91 %	implantent un programme d'accès à l'égalité
UNIVERSITÉS	19	100 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
Total : 19	19	100 %	ont reçu l'avis d'élaboration
	16	84 %	ont élaboré un programme d'accès à l'égalité
	10	53 %	implantent un programme d'accès à l'égalité
INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉES PRIMAIRES ET SECONDAIRES	32	100 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
Total : 32	31	97 %	ont reçu l'avis d'élaboration
	31	97 %	ont élaboré un programme d'accès à l'égalité
	27	84 %	implantent un programme d'accès à l'égalité *
MUNICIPALITÉS – APRÈS FUSIONS ET DÉFUSIONS **	56	100 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
Total : 56	45	80 %	ont reçu l'avis d'élaboration
	37	66 %	ont élaboré un programme d'accès à l'égalité
	27	48 %	implantent un programme d'accès à l'égalité ***
SOCIÉTÉS D'ÉTAT	23	100 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
Total : 23	22	96 %	ont reçu l'avis d'élaboration
	19	83 %	ont élaboré un programme d'accès à l'égalité
	13	57 %	implantent un programme d'accès à l'égalité
SOCIÉTÉS DE TRANSPORT	6	100 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
Total : 6	6	100 %	ont reçu l'avis d'élaboration
	5	83 %	ont élaboré un programme d'accès à l'égalité
	3	50 %	implantent un programme d'accès à l'égalité
SÛRETÉ DU QUÉBEC	1	100 %	a complété l'analyse de ses effectifs
Total : 1	1	100 %	a reçu l'avis d'élaboration
	1	100 %	a élaboré un programme d'accès à l'égalité
	1	100 %	implante un programme d'accès à l'égalité

* Trois institutions n'ont pas à implanter de programme d'accès à l'égalité, mais doivent remettre un rapport de mise à jour après trois ans.

** Pour 19 municipalités qui ont fait l'objet de fusions et de défusions, des modifications ont été requises en 2006 pour finaliser les différents travaux.

*** Une municipalité n'a pas à implanter de programme d'accès à l'égalité, mais doit remettre un rapport de mise à jour après trois ans.

État de la situation préparé par

Monik Bastien

Directrice par intérim

Direction des programmes d'accès à l'égalité

31 mars 2007

LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

**État de situation des organismes concernant l'analyse des effectifs
du groupe des personnes handicapées
au 31 mars 2007**

État global de la situation pour 261 organismes visés par la Loi	218	84 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
État détaillé de la situation			
CÉGEPS Total : 48	45	94 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
COLLÈGES PRIVÉS Total : 6	6	100 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
COMMISSIONS SCOLAIRES Total : 70	63	90 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
UNIVERSITÉS Total : 19	12	63 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉES – PRIMAIRE ET SECONDAIRE Total : 32	25	78 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
MUNICIPALITÉS – APRÈS FUSIONS ET DÉFUSIONS Total : 56	44	79 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
SOCIÉTÉS D'ÉTAT Total : 23	18	78 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
SOCIÉTÉS DE TRANSPORT Total : 6	4	67 %	ont complété l'analyse de leurs effectifs
SÛRETÉ DU QUÉBEC Total : 1	1	100 %	a complété l'analyse de ses effectifs

État de la situation préparé par
Monik Bastien
Directrice par intérim
Direction des programmes d'accès à l'égalité

31 mars 2007

**ENTREPRISES SOUMISES
AU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL
D'OBLIGATION CONTRACTUELLE**

Nombre d'entreprises : 174

Mise à jour : 31 MARS 2007

**Liste des entreprises
soumises au programme gouvernemental
d'OBLIGATION CONTRACTUELLE**

Mise à jour – 31 MARS 2007

Région 01 - Bas Saint-Laurent (Total: 2)

Groupe Cédrico Inc. (Price) (A)
Verreault Navigation Inc. (Les Méchins) (A)

Région 02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean (Total: 4)

Alcan International Limitée - Centre de recherche R&D Arvida (Jonquière) (A)
Équipements Sigma Inc. (Chicoutimi) (B)
Groupe-conseil Saguenay Inc. (S)
Nutrinor, Coopérative agro-alimentaire du Saguenay Lac St-Jean (St-Bruno) (B)

Région 03 - Québec (Total: 23)

ABB Bomen Inc. (Québec) (B)
AFG Industries Ltée (St-Augustin-de-Desmaures) (A)
Biogénie S.R.D.C. Inc. (Ste-Foy) (A)
BPR Inc. (Québec) (A)
Cossette Communication-Marketing (Québec) (S)
Groupe Admari Inc. (Québec) (S)
Groupe-conseil Génivar Inc. (Québec) (A)
Industries Maibec Inc. (Ste-Foy) (A)
Ingénierie Électro-Optique Exfo Inc. (Vanier) (A)
Iron Mountain Canada Corporation (Québec) (S)
J.B. Deschamps Inc. (Beauport) (S)
L'Industrielle-Alliance Cie d'Assurance sur la vie (Sillery) (S)
Les entreprises Julien Inc. (Québec) (B)
Mallette S.E.N.C.R.L. (Ste-Foy) (S)
NCR Canada Ltée (Ste-Foy) (B)
Nexinnovations Inc. (Québec) (S)
Nurun Inc. (Québec) (A)

Région 03 – Québec (suite)

Roche Ltée, Groupe-conseil (Ste-Foy) (S)
Stadacona S.E.C. (Québec) (A)
S.S.Q. Vie (Ste-Foy) (S)
Technisol Inc. (Québec) (S)
Telus Solutions d'affaires (Ste-Foy) (B)
Wesco Distribution Canada Inc. (Québec) (B)

Région 04 - Mauricie-Bois-Francs (Total: 5)

Corus SEC. A. NOM. REYCAN/Soc. Alum. Reynolds (Cap-de-la-Madeleine) (B)
Duchesne & Fils Ltée (Yamachiche) (B)
G.A. Boulet Inc. (St-Tite) (B)
Groupe HBA, experts-conseils (Drummondville) (S)
Imprimeries Transcontinental Inc. (Drummondville) (B)

Région 05 - Estrie (Total: 1)

Quebecor World Inc. – Quebecor World Magog (Magog) (B)

Région 06 - Montréal (Total: 76)

3M Canada Inc. (Dorval) (B)
Advantech techniques de pointe pour faisceaux Hertiens Inc. (Montréal) (A)
Agra Monenco Québec Inc. (Montréal) (S)
Aliments Parmalat Inc. – Div. Parmalat Canada (Montréal) (B)
Axiata Inc. (St-Laurent) (B)
Banque Nationale du Canada (Montréal) (S)
BOC Canada Ltée – Division BOC Gaz (Montréal) (B)
Bower pâtes et papiers Canada Inc. (Avenor) (Montréal) (S)
Caisse centrale Desjardins (Montréal) (S)
Canon Canada Inc./Division OE (Montréal) (B)
Caron Bélanger Ernst & Young (Montréal) (S)
Cartons St-Laurent Inc. (Montréal) (A)
Classified Media (Canada) Holding Inc. (Montréal) (B)
CMC Électronique Inc. (Montréal) (A)
Cognicase Inc. (Montréal) (S)
Compagnie de téléphone Bell du Canada/Bell Canada (Montréal) (B)
Compagnie pétrolière Impériale Ltée (Montréal) (B)
Construction DJL inc. (Boucherville) (S)
Courrier Purolator Ltée (St-Laurent) (S)
Datamark Inc. (Division Lancaster Datamark) (LaSalle) (S)
Discreet Logic Inc. (Montréal) (A)
Domtar Inc. (Montréal) (B)
Donohue Inc. (Montréal) (S)
Doubletex (Montréal) (B)

Région 06 – Montréal (suite)

Epiciers Unis Métro-Richelieu Inc. Division Econogros (Montréal) (B)
Équipement Fédéral Québec Ltée (Dorval) (B)
ESI technologies de l'information Inc. (Montréal) (A)
Essentus Inc. (Montréal) (A)
Ford du Canada Limitée (Pointe-Claire) (B)
Goodyear Canada Inc. (St-Laurent) (Québec) (Valleyfield) (B)
Groupe DMR Inc. (Montréal) (S)
Groupe LGS Inc. (Montréal) (S)
Groupe Progestic Inc. (Montréal) (A)
Hewlett-Packard (Canada) Ltée (Kirkland) (B)
I.B.M. Canada Ltée (Montréal) (B)
Inspec-Sol Inc. (Montréal) (A)
Johnson & Johnson Inc. (Montréal) (A)
KPMG (Montréal) (S)
Kruger Inc. (Montréal) (A)
La Fonderie CSF (Montréal) (A)
Le Groupe C.G.I. (Montréal) (S)
Le Groupe SNC-Lavalin Inc. (Montréal) (A)
Les industries Wajax Limitée (Lachine) (B)
Les pavages Chenail inc. (Saint-Rémi) (S)
Les services de gestion Quantum Limitée (Montréal) (S)
Logidec Inc. (Montréal) (B)
Mechtronix systems inc. (St-Laurent) (B)
Médiosolution Inc. (Montréal) (S)
Métaltek C-Mac Inc. (Dollard-des-Ormeaux) (B)
Motorola Canada Limitée (St-Laurent) (B)
Nestle Canada inc. (Dorval) (B)
Oracle Corporation Canada Inc. (Montréal) (B)
Pageau Morel & Associés Inc. (Montréal) (S)
Petro-Canada Inc. (Montréal) (B)
Pitney Bowes (St-Laurent) (B)
Price Waterhouse Coopers (Montréal) (S)
Provigo Distribution Inc. (Montréal) (A)
Quebecor World Inc. – Quebecor World Montréal (Montréal) (B)
RBA Inc. Maintenance d'ordinateurs (St-Laurent) (S)
Rexel Canada Électrique Inc. (St-Laurent) (B)
Samson Bélair/Deloitte & Touche (Montréal) (S)
Sécurité Kolossal Inc. (Montréal) (S)
Services financiers NCO Inc. (Montréal) (S)
Sysco Services alimentaires du Canada Inc. (Anjou) (B)
Shell Canada Limitée (Montréal) (B)
Sony du Canada Ltée (St-Laurent) (B)
Stella-Jones Inc. (Montréal) (B)
Supremex Inc. Division enveloppe Innova (St-Laurent) (B)

Région 06 – Montréal (suite)

Systematix (Montréal) (S)
Technologies Nexxlink Inc. (Montréal) (S)
Tecsult Holding Inc. (Montréal) (S)
Telav Inc. (Montréal) (B)
Ultramar Canada Inc. (Montréal) (B)
Unisource Canada Inc. (LaSalle) (B)
Vidéotron Télécom Ltée (Montréal) (B)
Xerox Canada Ltée (Dorval) (B)

Région 08 - Abitibi-Témiscamingue (Total: 5)

Cambior Inc. (Val d'Or) (A)
Mines Agnico Eagle Limitée (Cadillac et Joutel) (A)
Mines Aurizon Inc. (Val d'Or) (A)
Tembec Inc. (Témiscaming) (A)
Uniboard Canada Inc. (Val d'Or) (A)

Région 10 - Nord-du-Québec (Total: 2)

Ressources Campbell Inc. - Ressources Meston Inc. (Chibougamau) (A)
Ressources MSV Inc. (Chibougamau) (A)

Région 11 - Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine (Total: 1)

Mines Seleine/Division Société canadienne de Sel (Grosse-Ile) (B)

Région 12 - Chaudière - Appalaches (Total: 15)

Boulangerie Saint-Méthode Inc. (St-Méthode de Frontenac) (B)
Desjardins Sécurité financière (Lévis) (S)
Imprimerie Interglobe Inc. (Beauceville) (B)
Imprimerie Solisco Inc. (Scott-Jonction) (S)
IPL Inc. (St-Damien) (B)
La Chemise Perfection (1978) Inc. (Courcelles) (B)
Lainages Victor Ltée (St-Victor) (B)
Maintenance Eureka Ltée (Thetford-Mines) (S)
Meubles Morigeau Ltée (St-François) (A)

Région 12 – Chaudière – Appalaches (suite)

Montel Inc. (Montmagny) (B)
Plastiques Gagnon Inc. (St-Jean-Port-Joli) (B)
Quebecor World Inc. – Quebecor World L'Éclaireur (Beauceville) (S)
Quebecor World Inc. – Quebecor World St-Romuald (St-Romuald) (S)
Rousseau Métal Inc. (St-Jean-Port-Joli) (B)
Teknion Roy & Breton (St-Vallier) (B)

Région 13 - Laval (Total: 8)

CIMA + Société d'ingénierie (Laval) (S)
Dessau-Soprin Inc. (Laval) (S)
Idéal Métal Inc. (Laval) (B)
Michelin Amérique du Nord (Canada) Inc. (Laval) (B)
Multi-Markets (Distribution) Inc. (Laval) (B)
Samuel & Fils & Cie (Québec) Ltée (Laval) (B)
Sécurité & Investigation Cartier Ltée (Laval) (S)
Supérieur Propane Inc. (Laval) (B)

Région 14 - Lanaudière (Total: 1)

Bridgestone/Firestone Canada Inc. (Joliette) (B)

Région 15 - Laurentides (Total: 5)

Bell Helicopter Textron/Division de Textron Canada Ltée (Mirabel) (B)
Dowty Canada Ltée – Div. Dowty Aérospatiale Montréal (St-Janvier) (A)
General Motors du Canada Ltée (Boisbriand) (B)
PG Systèmes d'information Div. Programmation Gagnon Inc. (Sainte-Adèle) (B)
Sonepar Distribution Inc./Division Lumen & Roy Marchand (St-Eustache) (B)

Région 16 - Montérégie (Total: 23)

Agropur coopérative agro-alimentaire (Granby) (B)
Albums DF Ltée (Longueuil) (B)
Armtec Ltée (Beloeil) (B)
Bois & placages généraux Ltée (Longueuil) (A)
Bombardier Inc. (St-Bruno) (S)
Boulangerie Gadoua Ltée (Napierville) (B)
Cleyn & Tinker Inc. (Huntingdon) (B)
Corporate Express Produits de bureau Inc. (Boucherville) (B)
Entourage Solutions Technologiques Inc. (Longueuil) (A)
Entreprises 3-Soft Inc. (Brossard) (A)

Région 16 – Montérégie (suite)

Formules d'affaires Data Ltée (Granby) (B)
Goodfellow Inc. (Delson) (B)
Groupe Lacasse Inc. (St-Pie-de-Bagot) (B)
Hyundai Auto Canada Inc. (Bromont) (A)
Imprimerie Interweb Inc. (Boucherville) (B)
Lafarge Canada Inc. (St-Constant) (A)
Matériel Industriel Ltée (Rougemont) (B)
Montupet Ltée (Rivière-Beaudette) (A)
Moore Wallace Inc. (Cowansville) (B)
Natrel Inc. (Longueuil) (B)
Relizon Canada Inc. (Boucherville) (B)
Sico Inc. (Longueuil) (B)
Uni-Select Inc. (Boucherville) (B)

Région 17 – Centre du Québec (Total : 3)

Consultants Mesar Inc. (Bécancour) (S)
Fafard & Frères Ltée (Saint-Bonaventure) (B)
P.H. Vitres d'auto Inc. (Ste-Perpétue) (B)

Total des entreprises soumises

au programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec : 174

Légende	(A)	Subvention
	(B)	Contrat de biens
	(S)	Contrat de services

P85. Actions mises en œuvre en vue de sensibiliser les propriétaires de logement privé au problème de la discrimination ethnique

Contrairement aux dernières années où la Direction des enquêtes mettait sur pied une équipe de traitement initial rapide des plaintes en matière de logement, aucune action de ce type n'a été mise de l'avant pour l'année 2006-2007. L'objectif était alors de procéder à une intervention immédiate par une technicienne en information dans ces dossiers et visait à déterminer si le logement était toujours libre, et dans l'affirmative, voir avec le mis en cause l'opportunité de revoir son refus et permettre à la partie plaignante d'obtenir le logement convoité. Au cours des deux années précédentes, le résultat de cette action, bien qu'utile et nécessaire n'a pas donné les résultats escomptés. En effet, le taux d'inoccupation positionnait les mis en cause en situation de force et laissait donc peu de place à toute forme de règlement ou de solution négociée dans le cadre de notre intervention, même rapide.

Comme pour les deux dernières années, les dossiers dans le secteur du logement constituent environ 15% de l'ensemble des dossiers d'enquêtes ouverts les mêmes trois motifs les plus souvent soulevés : race/couleur/origine ethnique ou nationale, l'âge et la condition sociale.

P87. Liste des recommandations et/ou avis de la Commission aux ministères et organismes en 2006-2007 et suivi apporté

- | |
|--|
| <ol style="list-style-type: none">1. Suivi en cours2. Recommandation(s) suivie(s) en tout ou en partie3. Recommandation(s) non suivie(s) |
|--|

Protection de la jeunesse

- Commentaires sur le rapport du comité d'experts portant sur la modernisation de la pratique professionnelle en santé mentale et en relations humaines |

- Envoi le 28 avril 2006
Office des professions du Québec

P88. Liste des plaintes qui ont déjà fait l'objet de recommandations par la Commission auprès des ministères en 2006-2007

Voir le tableau ci-joint

Envoi au Ministre

No de Demande :	Nom de l'enfant :	Date du Comité :	Date de la Conclusion :	Date de l'envoi au Ministre :	Ministre, ministère	Date de la réponse du Ministre :
2004-0239	<p>L'étape – Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue</p> <p>Situation d'un groupe d'enfants hébergés par le Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue du 1er janvier au 31 décembre 2002</p>	16-02-2006	Suivi des recommandations	11-05-2006	<p>Monsieur Philippe Couillard Ministre de la Santé et des Services sociaux</p> <p>Madame Margaret F. Delisle Ministre déléguée à la Protection de la jeunesse Ministère de la Santé et des Services sociaux</p>	
2005-0230	Situation individuelle d'un enfant	16-03-2006	08-06-2006	12-06-2006	<p>Monsieur Philippe Couillard Ministre de la Santé et des Services sociaux</p>	
2005-0094	Situation d'enfants d'une communauté autochtone située au nord de la Mauricie	16-03-2006	26-09-2006	26-09-2006	<p>Monsieur Philippe Couillard Ministre de la Santé et des Services sociaux</p> <p>Madame Margaret F. Delisle Ministre déléguée à la Protection de la jeunesse et à la Réadaptation Ministère de la Santé et des Services sociaux</p>	

P90. Effectifs pour 2006-2007 et prévisions 2007-2008, postes occupés et nature du travail

CATÉGORIE D'EMPLOI	Effectifs permanents 2006-2007	Effectifs en place au 31 mars 2007 (postes occupés)
CADRES	10	10
PROFESSIONNELS		
Analyste de la gestion et des procédés administratifs	1	1
Agent d'éducation	4	4
Agent d'information	5	4
Agent de coopération	4	3
Bibliothécaire	1	1
Conseiller en PAE	18	16
Coordonnateur des PAE	1	1
Enquêteur-médiateur	16	13
Représentant régional	23	23
Chercheur	3	3
Chercheur juridique	0	0
Coordonnateur de recherche	1	1
Analyste en informatique	2	2
Secrétaire adjoint	2	1
Conseiller en gestion des ressources humaines	1	1
Conseiller juridique	11	11
Adjoint au Président	1	0
Total	94	85
TECHNICIENS ET EMPLOYÉ/E/S DE BUREAU		
Chargée de service	3	3
Commis de bureau	2	2
Secrétaire	24	24
Téléphoniste-réceptionniste	2	1
Bibliotechnicien	1	1
Technicien en administration	11	11
Technicien en personnel	1	1
Technicien en information	4	4
Technicien en informatique	2	2
Technicien en arts graphiques et appliqués	1	1
Technicien en recherche	1	1
Total	52	51
GRAND TOTAL	156	146